

Informations

rassemblées à **Lyon**

CTT

n 10. 3f.



QUAND LES POUBELLES DEBORDENT

Les éboueurs, cantonniers et chauffeurs de la ville de Lyon et des communes alentour se sont mis en grève. Les ordures montent, s'accumulent mais les odeurs nauséabondes ne semblent pas gêner Pradel. Il est vrai que des entreprises privées ramassent les poubelles dans certains quartiers. Pas n'importe lesquels, les quartiers où loge le bon milieu. A croire que la merde des riches pue plus que la merde qui s'étale dans les quartiers ordinaires, en pleine foire de Lyon ça la fout mal. Le mouvement était prévu pour 24 heures mais devant le silence dont on fait preuve les autorités de tutelle (communauté urbaine et ministère de l'intérieur) les communaux lyonnais l'ont reconduit jour après jour.

Mardi 23 mars ils étaient presque deux mille à manifester devant les portes de la foire de Lyon. Ils avaient même l'intention de faire une courte visite mais les barrages de police les en ont empêché. En revanche les employés de la foire sont venus les rejoindre en cortège. C'est beau la solidarité quand on engage rien..... A Grenoble, Nantes et Rennes des manifestations du même ordre ont déjà eu lieu. Les revendications des communaux lyonnais sont de deux ordres: d'un côté il y a des problèmes de salaires: 2000 francs minimum pour tous, amélioration de la grille des classifications. D'autre part il y a des revendications très liées aux conditions de travail. Les revendications salariales sont du ressort du ministère des finances, tandis que les améliorations des conditions de travail dépendent des autorités locales, donc de Pradel. Celà ne facilite pas la lutte des communaux d'autant plus qu'ils sont éparpillés dans 330 services différents. La seule structure dans la quelle ils peuvent se retrouver reste le comité d'hygiène et de sécurité.

Enfin Pradel selon ses habitudes se désiste toujours: il a quand même accepté de recevoir la délégation mercredi 24 mars. Il s'est montré très courtois et a répondu non, non, non à toutes les revendications du personnel. Comme il le fait chaque fois il a renvoyé l'affaire au ministère de l'intérieur. En attendant que Ponia prenne en charge nos ordures, nous les empaquétions pudiquement dans des sacs en plastiques, délivrés chichement dans les mairies, certains commencent à les empiler dans des coins de rue..... Si ça continue nous n'aurons même plus besoin de descendre les étages pour vider nos poubelles, nous n'aurons qu'à jeter les ordures carrément par la fenêtre..... à condition que les bidasses ne les ramassent pas avant.

Nous possédons à l'heure actuelle une série d'archives et de livres sur l'anarchisme.

Ces informations ne doivent pas rester dans des boîtes en cartons à l'abri de tous les regards.

Le premier travail d'un anarchiste est de propager les idées libertaires.

Pour celà nous avons créé un centre de documentation anarchiste.

Nous lançons un appel à tous les compagnons pour faire vivre ce centre:

1) par un apport de livres, brochures, journaux, thèses, travaux personnels de recherche....

2) en nous aidant matériellement (mise en é-

L'HOTEL HOSPITALIER OU LE NOUVEAU MERCANTILISME DE MERIEUX.

Notre philanthrope lyonnais, Mérieux a trouvé un autre moyen de se faire du fric. Après la décision du gouvernement qui mit fin au «trafic du sang» (C'est le gouvernement qui reprend ce commerce à son compte), Mérieux se lance dans le mercantilisme des hôtelshospitaliers. Il a ouvert au mois de février le premier «H.H.», premier maillon d'une chaîne qui doit se poursuivre dans plusieurs villes de France. Il est situé dans l'enceinte de l'hôpital neuro-cardiologique de Lyon. Mérieux s'est acoquiné avec la chaîne américaine Novotel, qui a déjà mis sur pied ce genre de mercantilisme aux Etats Unis. Le lieu d'implantation est bien choisi puisque la zone qui entoure l'hôpital neuro est dépourvu d'équipement hôtelier. Mérieux a pu obtenir sans peine l'affaire, il est membre du conseil d'administration des hospices civils de Lyon (qui gère l'hôpital cardio). D'autre part on ne connaît pas le dessous de l'affaire pour le terrain. Une chose est certaine c'est que cet hôtel a été construit sur le terrain loué il y a quelques années pour une somme dérisoire par les hospices civils de Lyon à l'administration du Vinatier. Si vous avez plus de détails faites en part au journal. Mais Mérieux n'a pas obtenu la convention qu'il souhaitait avec la sécurité sociale pour le remboursement des nuitées. Simone Veil n'est toujours pas revenue sur sa décision. Cette décision inattendue a paraît il influencé l'orientation d'H.H..

Cet hôtel qui aux dire des publicités était carrément une oeuvre sociale permettant d'accueillir les familles de malades hospitalisés pratique des prix qui ne sont pas à la portée de toutes les bourses, 60 à 80 francs la nuit, quant aux repas ils coûtent 25 francs environ à la brasserie et 50 francs au restaurant. Mais les activités de cet hôtel hospitalier ne se limitent pas à la bouffe et au dodo. Tout un système de soins a été mis en place, cabinet médical etc...pour les malades qui ne pourront pas supporter le traumatisme de l'hôpital ou bien qui auront besoin de quiétude pour s'en remettre! Les malades ambulatoires n'auront plus besoin de se présenter à l'hôpital neuro-cardio pour des soins qui peuvent être assurés avec plus de doigté.....

Alors le refus de convention avec la sécurité sociale agrémenté de celui de la mère Simone est une manière de fermer les yeux, d'accepter un mercantilisme tout en ne le cautionnant pas. Un établissement qui juxtaposé à un hôpital public crée toute une discrimination a fait bondir le personnel hospitalier. Il est vrai que les hôpitaux public n'ont pas les moyens d'accueil nécessaires: des services sont fermés à l'hôpital neuro-cardio faute de personnel; le bon Mérieux est là pour pallier aux insuffisances.....

tat de très vieux documents, ouvrages, bouquins, étiquetage, archivage.....)

3) en nous aidant financièrement.

Pour tout renseignement écrire au journal qui transmettra: HL BP364 cedex 1.

Merci pour ceux qui répondrons à notre appel.

La section de l'Union Pacifiste de France tient ses permanences tous les vendredis de 18 heures à 19 heures 30 13 rue Pierre Blanc Lyon 1.

DU CÔTÉ DE L'ÉCOLOGIE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DES COMITES ANTINUCLEAIRES DE LA REGION RHONE ALPES DU 6 MARS A LYON.

ETAIENT PRESENTS:

Verbois-nucléaire, CEAU Grenoble, Bellegarde, un étudiant de Lyon, journaux non violents, mouvement écologique, FRAPNA, Groupe éco-beaujolais, Cosilyo, Villefrance, MERA, A.T. Lyon, Chambéry, Colomieu, Groupe éco. Grenoble, St.Etienne, Annecy, CRAC Genève, Bourg, MAN Lyon, CRIN Valence, Annemasse. Au total une assistance très nombreuse.

On a commencé par un tour de table afin de demander aux participants l'avis des groupes concernant l'occupation du chaniter SUPER PHENIX. Beaucoup de groupes ne se sont pas réunis, cependant, ST Etienne déclare que les gens sont prêts et propose un tract ayant pour slogan l'abandon de la filière surgénératrice. Lyon estime que l'important est de faire beaucoup de publicité.

PROBLEME DE LA DATE D'OCCUPATION:

Le groupe éco du beaujolais propose le mois de juillet car les vigneron ont moins de travail à ce moment là et pourraient venir. Finalement une date officielle est choisie: Le 3 juillet. Il a été décidé que cette date serait annoncée à la conférence de presse du 8 mars.

LE PROBLEME DE L'ANIMATION.

Faire venir des musiciens, energie douce...chaque groupe doit y penser et la question sera reprise à la prochaine réunion.

PROBLEME DE LA NON VIOLENCE.

Lecture de la lettre de RETTIG qui apporte ses renseignements pratiques sur l'occupation de Marckolsheim. Très interessant mais ce qui s'est fait à un endroit n'est pas transposable. Ceci demande une étude approfondie dans le détail. Un tract a été distribué et doit être étudié pour la formation de groupes de réflexion.

LES AFFICHES POUR L'OCCUPATION:

Tirées à 10 000 exemplaires par un groupe non-violent qui se mettra en rapport avec Chambéry.

LES TRACTS: 30 000.

PRESENTATION DU TERRAIN:

Très globale et à revoir.

PARTICIPATION FINANCIERE:

Un certain nombre de groupes ont donné leur participation au représentant PSU de Chambéry. Faire parvenir votre participation au CAS de Chambéry.

«LES ECOLOGISTES MANIFESTENT A VELO DANS LES RUES DE LYON.....MAIS QUELQUES VOYOUS S'ETAIENT GLISSES PARMI EUX.», titre le «Progrès» sur la manif du 20 mars. Des voyous? Dans la tête de certains journalistes du Progrès sans doute! Quelques jours après les bris de vitrines à Paris (une opération des SAC comme pour les manif Puig An-

tich?)ça fait bien de remettre ça...Mais les participants de la manif, eux, ils n'ont pas vu de «voyous». C'est ce qu'explique une copine ci-dessous, en rétablissant les faits.

-15 heures la manif part de la place Bellecour (beau temps, moral au beau fixe!)

-16 heures la manif va traverser l'axe nord sud quand une vingtaine de gardes mobiles s'interposent matraques au poing et bouchent du même coup la circulation, deux manifestants sont embarqués dans les cars, après un moment de flottement les manifestants réclament leur leur libération en se massant sur l'axe. (ce qui permet au Progrès de dire que les manifestants ont bloqué l'axe et que c'est pour ça que la police est intervenu, ce qui est l'exact contraire de la vérité.)Une fois les deux camarades libérés la manif repart rapidement (en vélo la circulation est très fluide.), les flics se lancent à sa poursuite. On se scinde en deux groupes dans la pagaie. Le premier rejoint sans trop de difficultés la place Bellecour; le second s'oriente vers la rue de la ré. Les gardes mobiles chargent dans la foule mais tout le monde se retrouve place Bellecour.

-17 heures la «dispersion» est demandée et par petits groupes les manifestants essayent de rejoindre la Part-Dieu. En chemin certains sont coincés par les RG, avec matraquage style RG c'est à dire 4 contre 1,ennemis du vandalisme les flics lacèrent les pneus des vélos avec des couteaux.

Les rescapés rentrent dans le centre commercial aux cris de: «plus de béton du gazon!». Après une courte excursion à l'extérieur pour prendre un bol d'air le même groupe reentre à l'intérieur, mais là le service d'ordre musclé et viril de la Part Dieu entre dans la danse à la grande joie des consommateurs du samedi après midi (c'est mieux qu'à la télé). Dans la panique générale où chacun essaye de sortir, une porte vitrée (fragile pour des raisons de sécurité) tombe, une autre est descendue d'un pavé. Arrestations, tabassage s'ensuivent. Dispersion définitive activée par la flicaille. Les voyous avaient encore frappé!



EN PASSANT

En mai 1968 (rien à voir avec les événements du moment), M.L. est assassiné et sa femme poignardée grièvement, ceci devant leurs enfants: famille tunisienne du 9^{ème} arrondissement. Simple crime raciste puisque l'assassin défendu par feu un maître célèbre, la famille ne touchera aucune indemnité (bien que la femme ait cinq enfants à sa charge et la seule possibilité d'un travail subalterne dans cette société).

Un des cinq enfants, ayant du quitter une école qui fermait, fut placé dans une école dite «rééducative», autrement dit un centre de redressement. (redressement de quoi? le redresser pour quoi? Parce qu'il est enfant d'immigré et du sous-prolétariat?). Il a quatorze ans.

Première arrestation: il assiste, sans y participer, au viol d'une sourd-muette, qu'il consolera et raccompagnera chez elle par la suite. Deux mois de préventive qui seront justifiés par un mois de tôle. Le juge pour enfants aura été sympa, rien n'a été marqué sur son casier judiciaire. Il retourne à cette «école».

Juillet 75: un poste de radio est volé à un éducateur. De tous ceux qui ont participé à ce vol, il se retrouve seul à la prison St Paul, en préventive; on le condamne à un mois de prison. Là il contracte une hépatite virale et il en sort malade; mais, réclamé par un agriculteur satisfait de ses «services» rendus l'année précédente, il part travailler au lieu d'aller en maison de repos comme les éducateurs le lui avaient promis. Il faut bien qu'il rembourse le poste volé. Une fois guéri on le place dans une pizzeria, un bordel bien connu sur la place de Lyon. Il n'a même pas 16 ans et pourtant il lui arrive de travailler jusqu'à une heure du matin sans même avoir un ticket de bus pour rentrer à l'«école». A ce moment là la mère essaie d'intervenir auprès des éducateurs: Mettriez vous votre fils dans un tel établissement? --- Mes enfants c'est pas pareil. (réponse d'un éducateur).

Dans cet établissement lui et un autre garçon avec qui il travaille refuse les propositions d'un homosexuel, et sur ce lui pique deux chemises. Après déclaration de vol il se retrouve à nouveau en préventive: deux mois.

Au procès sa mère se débrouille pour payer un avocat. La plaidoirie de cet avocat (pronocée alors que la sentence était déjà tombée, six mois) sera composée d'une lettre où se trouvait un poème qu'il avait écrit à une amie française de la famille, et où il promettait d'acheter une boîte de peinture à la fille de cette amie une fois sortie de prison. Ce qui fut d'ailleurs sa première préoccupation une fois libérée.....pour combien de temps?

Quelle sera la prochaine initiative des «éducateurs»; ou des «autres»?

COMMUNIQUE

Entre le 8 et le 9 mars a été séquestré à Cordoba (Argentine) MARcelo Tello, 24 ans, anarchiste, avec d'autres militants syndicaux et politiques. Pour l'instant nous ne connaissons ni le nombre ni les autres noms.

Connaissant la situation qui existe en Argentine et n'ayant pas eu de ses nouvelles depuis une semaine, on craint pour sa vie.

Liaison Anarchiste de la Région Parisienne.
(19-3-1976)

DES COPAINS IRLANDAIS EN TAULE.

11 septembre 1975, à Dublin: un policier est abattu devant une banque, au cours d'un hold up. Après plusieurs jours d'enquête sans le moindre résultat, la police décide de mettre l'affaire sur le dos de militants libertaires.

16 septembre: une série de perquisition touche les familles et amis de camarades (dont certains sont déjà en prison.)

7 octobre: deux camarades: Noel et Marie Murray sont arrêtés chez eux à l'aube, par quarante flics armés. Deux heures plus tard, un troisième militant Ronan Stenson subit le même sort.

Ces trois camarades vont alors être interrogés et frappés pendant plus de trente heures avant de signer une «confession» préparée à l'avance. Accusés de meurtre sans aucune preuve, ils risquent la PEINE DE MORT.

Il est clair que le gouvernement irlandais cherche à se débarrasser de trois militants gênants, connus pour leur soutien actif aux organisations de défense des prisonniers politiques.

Il est nécessaire d'organiser rapidement la solidarité avec ces camarades, d'une part parce que la repression empêche le soutien actif de se développer en Irlande même et, d'autre part, parce que le gouvernement irlandais est très sensible, au niveau international, à tout ce qui risque de remettre en cause l'image de marque «démocratique» qu'il cherche à donner.

C'est ainsi que nos camarades seront jugés par une juridiction d'exception, la spécial criminal court, composée de trois juges (et sans jurés) et utilisée habituellement contre les membres de l'IRA provisoire.

ON PEUT ENVOYER DES MESSAGES DE SOLIDARITE A:

-Noel Murray et Ronan Stenson, Curraqh detention Barracks. The CuraghCokildare (Irlande)

-Marie Murray The prison (Female section) Limerick Co. Limerick (Irlande).

.....et éventuellement, protester auprès du gouvernement en écrivant à:

Premier Liam Cosgrave. Government Buildings, Leinster House. Dublin (Irlande).

VIVE LA LIBERTE D'EXPRESSION EN FRANCE.

PONIATOWSKI ministre de l'intérieur a interdit sur « le territoire national» le FRAP (front révolutionnaire anti-fasciste et patriote.) Cette organisation regroupe les organisations marxiste-léninistes, mode mao, suivante: Partido comunista espagnol (marxista léninista) - PCEML -, la oposición sindical obrera, -OSO-, une association de femmes et d'autres groupes.

Le ministre interdit toute activité politique aux étrangers que ce soit en France ou dans leurs pays d'origine. C'est ce qu'on appelle être démocratique. Il a interdit à Paris un meeting de l'UDP (parti léniniste mao portugais) et un meeting au Sofitel de Lyon de l'UDPC (union des démocrates de progrès du Cameroun).

Nous sommes certe pas d'accord avec tous ces léninistes et autres «démocrates», ibériques ou camerounais, mais pas grand monde n'a parlé de tout cela.

LA GREVE DE LA FAIM DE DOMINIQUE DITSLER.

A Lyon en ce moment (25-3-76), Dominique Ditsler poursuit depuis le 8 mars 76 une grève de la faim entreprise à St Joseph, continuée à Montluc et maintenant à l'hôpital militaire de Desgenette.

Dominique Ditsler, résident au foyer de jeunes travailleurs de Vileubanne (MAJO, impasse Métral) arrêté en février 75, condamné pour insoumission à deux ans de prison ferme en septembre 75 à Metz a donc déjà effectué 13 mois de sa peine.

Le 8 mars 76 il écrit, à l'issue d'une permission de 48 heures qu'il passe à Lyon, au directeur des prisons de Lyon que rentrer de son plein gré dans sa cellule lui est une véritable torture morale, mais que renonçant à s'enfuir il préfère déclarer la violence qui lui est faite injustement de manière ouverte et publique par une attitude de non-coopération totale: une grève de la faim.

Son action durera jusqu'à sa libération totale.

Des militants du Collectif Lyonnais de Soutien aux insoumis (se réunissant tous les lundis à 18 h 30, 68 rue Mercière) et du GARM ont tenté dans un premier temps d'informer sur la situation de Ditsler. Au cas où celui-ci ne serait pas très rapidement libéré nous envisageons dès le lundi 29 mars des actions plus percutantes.

Nous vous demandons de vous y associer le plus nombreux possible en prenant contact avec le collectif d'insoumis.

D.Ditsler vient s'ajouter à une liste déjà lourde depuis janvier (Barbanson,- Barle,- Ardin,- Tranchant,- Chazallette etc...)

Parallèlement au soutien aux copains emprisonnés un gros travail est à faire au niveau même de l'appareil judiciaire de l'armée. Le GARM depuis septembre 74 est

TEXTE TROUVE PAR HASARD.

On dit que la collectivité hospitalière infantilise. On a l'impression que les soignants s'y acharnent. Ils veulent que les malades soient faits à leur mesure, c'est à dire dociles, soumis, s'adaptant heureusement à toute situation. Ils triomphent quand ils nous ont dominés. Ils croient que notre docilité et notre soumission sont sincères alors que ce ne peut être qu'une façon habile d'attirer leur sympathie. C'est la stratégie que l'on décide d'adopter à l'hôpital. N'ayant pas la possibilité de choisir nos thérapeutes, nous devons nous adapter à eux, nous infantiliser, nous soumettre à leur dictature. Ainsi, derrière une façade pacifique cachons nous notre hargne et notre anxiété. Ils veulent que nous soyons le malade gentil, qui ne demande rien, heureux dans toutes les circonstances. Quand par sagesse nous nous résignons à cette attitude passive, ils sont ravis. Nous sommes le malade idéal et nous aurons des faveurs. Mais si une émotion mal contrôlée nous fait sortir de notre passivité, c'est le drame. Nous ne sommes pas tels qu'ils se l'imaginaient et nous avons rompu les rapports harmonieux que nous entretenions. Il faut repartir à zéro et recommencer la comédie de la soumission avec toutes ses habiles manœuvres, adopter le comportement du mouton discipliné. Dans une telle situation il y a injustice: Les soignants sont nombreux contre nous qui sommes seuls. C'est la dictature collective. Ils ont déterminé entre eux que nous devons être tels qu'ils l'ont décidé. C'est à la transposition de la relation parents-enfants, maître élève. Faut-il donc abdiquer sa personnalité en milieu hospitalier?

La résignation serait elle une attitude adulte, et le chagrin une attitude infantile?

(Novembre 1973)

présent à chaque séance du TPFÀ. S'y associent également des syndicalistes, des classes de CES dans le cadre des 10%, des étudiants en sociologie, des jeunes travailleurs. Un court spectacle est maintenant terminé et doit pouvoir servir de point de départ à des débats sur la juridiction militaire. Enfin les 15 et 16 mai lors de la fête organisée à Lyon par Politique Hebdo, nous envisageons un regroupement de tous ceux, mobilisés en France sur les problèmes de la justice militaire pour faire le point de nos différentes actions et envisager leurs suites.

Pour tout contact: GARM C/ M.DEBARD, 7 rue Francisque Jomard, Oullins 69600; tel: 510670.

Lettre adressée au directeur de la prison St Joseph.

Le 7 mars 1976.

Monsieur le directeur.

Je suis détenu dans votre établissement et je viens de «bénéficier» d'une permission jusqu'à ce lundi 8 mars. Depuis le 8 janvier dernier, je suis quasiment astreint au régime d'isolement, au même titre que ceux que l'on considère comme dangereux. Or le seul «crime» que l'on me reproche est d'avoir refusé d'apprendre à tuer. J'ai été condamné à deux ans d'emprisonnement par le tribunal militaire de Metz, peine maximum pour ce genre de «délit». J'ai déjà subi treize mois de détention et j'estime qu'après cette période, j'ai le droit de revendiquer la liberté, d'autant que, au cas où je terminerais la peine de deux ans, je ne serais pas assuré que les autorités me libèrent, comme le prouvent des cas récents (Bruno Simon à Paris).

Je tiens aussi par cette action à dénoncer l'ambiguïté du régime des permissions pour les détenus. Après avoir vécu des mois dans un espace restreint et où tout responsabilité m'était enlevée, se retrouver subitement «dehors» est une chose très difficile à assumer et l'idée de rentrer de mon plein gré à la prison m'est une véritable torture morale. J'ai été proposé pour le régime dit de semi-liberté, qui devrait entrer en application dans deux mois, mais j'avoue franchement que je ne veux plus d'un tel régime qui exige une soumission totale au système carcéral et l'acceptation de la peine à laquelle j'ai été condamné. De plus, après avoir eu ces jours-ci un avant goût de la liberté et analysé mon état moral après treize mois de détention, je crois sincèrement qu'un séjour prolongé derrière les barreaux portera sérieusement atteinte à mon équilibre psychique.

Et cependant renonçant à m'enfuir, je préfère déclarer ouvertement et publiquement par une attitude de non-coopération totale que constitue une grève de la faim, la violence qui m'est faite injustement. Croyez que j'ai non-violents. Je souhaite que ces quelques lignes sauront vous sensibiliser au problème des objecteurs de conscience emprisonnés.

Avec tous mes respects,

une imprimerie pas comme les autres

Si depuis plus de deux ans IRL paraît au même prix et sans le moindre problème financier c'est parce qu'il existe à Lyon (comme sans doute dans d'autres villes) une imprimerie pas comme les autres.

Crée il y a huit ans par un collectif d'imprimeurs IPN (Imprimerie Presse Nouvelle) regroupe actuellement une vingtaine de personnes: dix membres du collectif qui dirige la marche de l'imprimerie, une dizaine de salariés qui peuvent adhérer au collectif dès qu'ils le désirent.

Imprimerie offset, IPN peut réaliser tous les travaux d'impression, depuis les cartes commerciales jusqu'aux livres.

L'action des imprimeurs d'IPN s'appuie sur deux grandes positions qui constituent leur plateforme:

1) fournir un outil efficace, indépendant des différents partis et organisations, au mouvement révolutionnaire, et ceci sans exercer la moindre censure sur ce qui est écrit.

-Aujourd'hui comme il y a trois ans, le Collectif d'IPN constate avec les utilisateurs et les amis de l'imprimerie que dans tous les domaines, les idées nouvelles ne triomphent des idées dépassées, caduques et réactionnaires qu'après s'être renforcées, développées, qu'après avoir été portées à la connaissance du plus grand nombre.

-Toutes les luttes concrètes (pour ne prendre qu'un formidable exemple, celui de Lip) n'exigent-elles pas, pour s'affirmer et s'imposer, la diffusion massive des expériences et des idées auxquelles elles ont donné naissance?

-Un des éléments dégagés dans la pratique de Mai 68 n'est il pas que la justesse et la force de certaines idées n'apparaissent que dans leur confrontation?

-L'ensemble des courants d'idées qui participent au mouvement émancipateur ne gagnent-ils pas à être largement diffusés sans restriction, ni sectarisme?

-Cette possibilité de large diffusion de l'information et du savoir n'est-elle pas une des conditions nécessaires pour que les choix politiques soient faits en toute connaissance de cause par le plus grand nombre et non réservés à des castes politiques ou à des élites restreintes?

(extraits de l'appel à la constitution d'une association des amis d'IPN).

2) briser la division du travail «clients-spécialistes de l'impression». - en associant les utilisateurs de l'imprimerie à sa marche; - en leur permettant de réaliser eux-mêmes une partie du travail d'impression.

D'une manière générale les groupes et organisations qui ont besoin de tirer une affiche, un journal, une brochure, s'en remettent «naturellement» aux rapports d'argent propres au système capitaliste. Les militants de base fournissent l'argent et l'organisation demande à une imprimerie de réaliser le travail.

Ce système correspond assez bien aux organisations bureaucratiques qui demandent surtout à leurs adhérents de payer leurs cotisations, de vendre des journaux, des brochures, de coller des affiches à l'élaboration desquels ils n'ont pas participé; il ne permet pas la mise en place d'un mouvement s'efforçant dès maintenant de briser les rapports capitalistes et permettant à tous les intéressés d'agir par eux-mêmes, de s'exprimer eux-mêmes, de contrôler l'action et la réflexion des organisations auxquelles ils participent.

La division «clients-spécialistes de l'impression» ne renforce pas seulement le rôle d'exécutant-bailleur de fond des militants de base des grandes organisations, elle empêche la plupart du temps tous les groupes de base autonome, qui constituent actuellement une composante essentielle du mouvement révolutionnaire de s'exprimer, de faire part de leurs expériences et de leurs idées. Comment tel ou tel comité de quartier, tel ou tel groupe d'entreprise désireux de faire une brochure pourrait-il la faire paraître dans un rapport marchand où imprimer 30 pages coûte plusieurs milliers de francs? Sinon en acceptant de se faire patronner par des organisations fortunées qui, bien sûr, exigeront d'imposer leur ligne politique, en privant ainsi les militants du comité ou du groupe, du contrôle sur leurs actions et leurs idées.

En permettant de remettre en cause la division entre «clients» et spécialistes de l'impression, en permettant à tous les groupes de base de s'exprimer, de faire connaître leurs idées directement, IPN constitue un moyen irremplaçable pour le développement d'un véritable mouvement d'émancipation sociale.

Comment?

Prenons un exemple:

La publication d'un journal ou d'une brochure suppose techniquement quatre étapes:

-la composition du texte sur machine IBM, ou sur photo-composeuse.

-la confection d'une maquette et le montage du texte.

-l'impression

-le façonnage (pagination, agraffage etc...)

De ces quatre grandes opérations deux sont immédiatement praticables par les groupes militants: la conception de la maquette et le montage; le façonnage.

Le matériel nécessaire est peu coûteux: l'apprentissage est réduit; les copains d'IPN peuvent s'en charger. (les militants d'IRL sont également disponibles)

La composition, qui constitue un des éléments essentiels des coûts de fabrication, pose d'avantage de problèmes mais peut être également prise en charge par des groupes effectivement décidés à s'exprimer. Elle exige des militants sachant taper à la machine à écrire (de tous les doigts) et un accord avec le collectif d'imprimeurs sur les modalités d'utilisation du matériel disponible et sur l'apprentissage de cette utilisation.

Cette participation directe au travail d'impression que nous pratiquons à IRL depuis deux ans, condition essentielle à la vie de publications régulières de faible tirage (IRL tire à mille exemplaires) ou à des publications ne disposant pas de fonds préalables, suppose la mise en place de modalités pratiques dans le cadre du fonctionnement de l'imprimerie. Elle suppose surtout que l'imprimerie puisse exister financièrement. S'il est possible de limiter les effets des rapports marchands à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, il n'est pas possible d'empêcher que ces rapports pèsent sur l'existence de moyens techniques importants.

Le matériel d'imprimerie coûte cher et les imprimeurs à temps complet peuvent bien s'imposer des sacrifices pour la «cause» il leur faut quand même disposer de quoi vivre.

C'est pour cela qu'IPN développe à côté de son activité militante des activités purement commerciales (50% du total) et c'est pour cela aussi que l'imprimerie doit associer ses utilisateurs à sa marche financière et technique.

Une association des amis d'IPN vient de se constituer et tous ceux qui sont intéressés à l'existence d'une imprimerie indépendante des partis, au service du mouvement ouvrier et révolutionnaire sont invités:

-à participer à ses activités en écrivant à l'«Association des amis d'IPN 44 rue Burdeau 69001 Lyon.

-à trouver du travail commercial pour l'imprimerie.

Pour ce qui concerne IRL, nous avons participé à l'achat d'une composeuse composphère permettant une

composition rapide et justifiée; des camarades sont en train d'apprendre à s'en servir et assez vite nous serons capables, non seulement de répondre à nos propres besoins, mais d'aider également tous les groupes et courants (avec qui on se sent des affinités bien sûr, nos moyens sont limités) à fabriquer les textes qu'ils veulent publier.

Pour plus de renseignements nous écrire H.L B.P. 364 LYON CEDEX 1.

les licenciements Rhône-Poulenc

Rhône Poulenc textile est né en 1967 de la fusion entre le comptoir des textiles artificiels (CTA) et la société Rhodiaceta. CTA était l'héritier des entreprises qui dès le début du siècle entreprenaient en France la fabrication de la rayonne industrielle. La Rhodia ceta avait débuté en 1923 avec la collaboration du groupe Gillet. D'abord productrice de soie artificielle, l'acétate, elle fabriquait des fils et fibres connus sous les noms de marques attribuées aux articles: Rhodia albéne, Rilsan et Tergal. La fusion de 1967 amenait dans un premier temps de fortes réductions d'effectifs: 3000 à l'usine de Vaise à Lyon et 1000 environ à Besançon.

Les luttes qui s'en suivirent sont encore dans toutes les mémoires. En 1970 Rhone Poulenc comptait encore 23 000 salariés' 18 000 en 75' et selon les prévisions pour 78: 12 000 salariés.

1970 début du démantèlement.

Les syndicats estiment que c'est l'année 70 qui a marqué le départ du démantèlement du secteur textile de Rhone Poulenc. La mise en place de ce plan visait à rayer de la carte les entreprises ex-CTA. C'est à dire celles qui fabriquent les fibres cellulosiques: Arques la bataille, Vaulx-velin, La Voulte, Grenoble, Bezons, Péage de Roussillon. La première offensive a lieu en 71: L'usine d'Arques la Bataille ferme ses portes, 6000 emplois sont supprimés en même temps à l'usine d'Izieux, plusieurs centaines d'emplois disparaîtront également sur un effectif de 800 personnes. Pour certains travailleurs c'est le début de l'exode. Par exemple 118 travailleurs de l'usine d'Arques seront mutés successivement dans plusieurs usines. Certains arriveront à Vaulx en Velin en janvier 1975. Au même moment la direction de Rhone Poulenc fait part de sa décision d'arrêter la fabrication de la rayonne industrielle. Elle annonce le 30 janvier 75 4 à 5000 suppression d'emploi dont 800 à Vaulx en Velin: tant pis pour ceux qui arrivent d'Arques. Pour les syndicats les licenciements vont se répartir de la façon suivante: Albi 450 - La Voulte 950 - Le péage de Roussillon 1000 - Bezons 450 - Grenoble 810. Dans les mois qui suivent les syndicats de l'usine de Vaulx en Velin multiplient les actions: manifestations, distributions de tracts, pique niques sur la voie publique, occupation de la salle du palais des congrès à Lyon où 400 cadres de Rhone Poulenc étaient en conférence avec le PDG Renault Gillet. Jamais une campagne d'informations n'aura été aussi bien menée. Pourtant on peut presque dire aujourd'hui

que ce ne fut qu'un bel enterrement de première classe. En effet si les ouvriers avec, en tête, les organisations syndicales ont crié pendant des mois leur refus des suppressions d'emplois. Ils n'ont pas réussi à éviter le pire. 400 personnes début septembre auront quitté l'usine de Vaulx en Velin, et cela sans bruit. Les raisons de ce silence sont multiples. D'une part les pré-retraites sont négociées ainsi que les retraites anticipées et on assistera aussi à des départs volontaires. Alimentés d'une coquette prime. Quandaux mutations à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe. Elles sont faibles: 57 pour 400 départs. Dans ces conditions le mouvement qui aurait pu s'enclencher à la suite de Vaulx en Velin est resté inexistant dans les autres usines du groupe. Pour la direction de Rhone Poulenc le premier semestre 75 a servi de test pour déterminer si effectivement au niveau de la branche textile les syndicats se donneraient les moyens de prendre le relai. Ils ne l'ont pas fait. L'analyse de la direction est claire, R.Gillet peut déclarer au cours d'un comité d'entreprise: «La situation n'étant pas explosive à Vaulx en Velin, nous pouvons nous permettre d'aller plus loin».

L'envergure des actions?

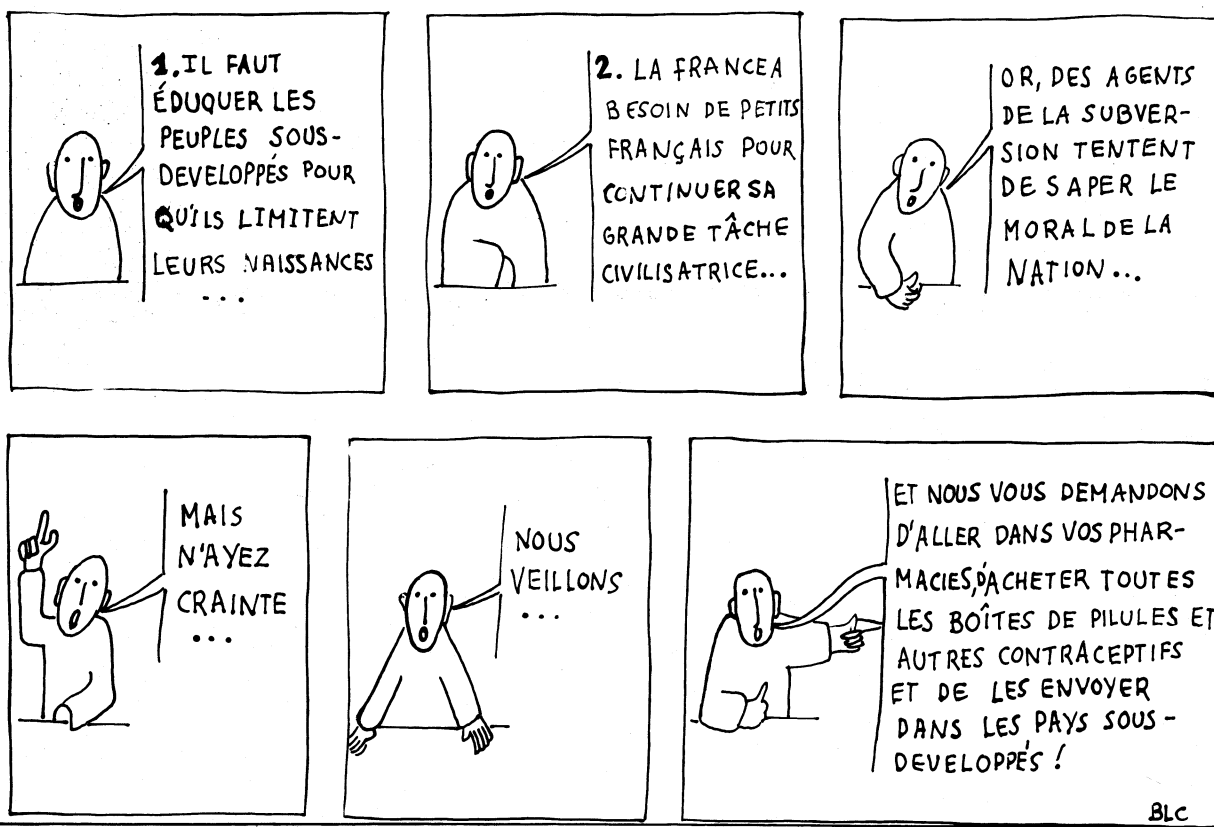
On assiste au cours du mois de février 1976 à une levée de boucliers. Avec les journées nationales d'actions. Blocage de l'autoroute dans la région lyonnaise. Arrêt de la course Paris Nice par les travailleurs de la Voulte. Le 18 mars tous les délégués syndicaux CGT,CFDT,FO,CFTC, et CGC se réunissent à Lyon pour poser un ultimatum qui doit prendre fin le 31 mars. Dans la conjoncture cet ultimatum de 15 jours apparaît non seulement symbolique mais dérisoire. En effet cela fait maintenant plus d'un an que ces suppressions d'emplois sont annoncées' et le «dégraissage» des effectifs fortement entamé.

La politique d'intégration des syndicats.

De la façon dont les luttes ont été menées on a le sentiment que la direction de RPT a su mener à bien une politique d'intégration des syndicats dans les affaires de la maison. Les délégués syndicaux assument leur fonction de syndicalistes mais aussi de membres du comité d'entreprise. Les réunions sont multiples au niveau de l'usine, de la région, du pays. Ainsi les risques sont grands de voir apparaître un véritable fonctionnariat syndical qui n'est pas sans conséquences sur les capacités d'offensive. A Vaulx en Velin par exemple les syndicats sont chargés depuis deux ans de la gestion des oeuvres sociales, des départs en vacances, de la mutuelle, de la formation permanente etc...cela résulte d'un savant calcul de la direction: ne reconnaître aucune structure parallèlement aux syndicats, pas même les délégués du personnel.

Aujourd'hui dans les usines du groupe Rhone Poulenc textile plus que jamais les moyens de lutte doivent être conséquent.

Les manifestations ne peuvent être que des coups d'épée dans l'eau. Seul un éclatement et un rejet de ce qui a été et qui ne doit plus être peut ouvrir une véritable brèche.



en fac on s'emmerde...

Sortant de terminale avec le bac et ne voulant pas rentrer tout de suite dans l'engrenage de la vie active, j'ai pris cette année dle chemin de la faculté des sciences.

Après une période suffisamment longue pour éliminer l'excuse de l'adaptation au mode de vie universitaire, l'ambiance ne s'est malheureusement pas améliorée. C'est à dire trente heures de cours et TP (travaux pratiques) par semaine, sans aucun contact quelque peu humains entre étudiants et professeurs d'une part, mais pas plus entre étudiants eux mêmes.

Un milieu froid et hostile où chacun travaille pour lui sans sourire à son voisin.

Chacun fait son boulot: les professeurs enseignent sans se soucier de l'intérêt manifesté ou de la compréhension et de la clarté de son cours. Ils sont là pour gagner leur salaire et leurs mois de vacances. Les étudiants eux, comme des machines, s'ils veulent passer en deuxième année doivent copier et apprendre sans toujours comprendre.

Le peu de discussion que l'on peut avoir entre étudiants se résume à demander un cours qu'on a fait séché parce que ce jour là on en avait vraiment trop marre, ou à se demander en chœur «Qu'est ce que l'on fout en fac?»

Les réponses sont souvent les mêmes: Autant être là plutôt que d'être au chômage - ou - je préfère gagner mon pain en travaillant dans un laboratoire plutôt que dans une usine; ou d'autres plus illusoire; on a «entendu dire qu'en troisième année on fait du terrain dans la nature, dans le cadre des études».

La troisième année! Encore faut il y arriver et on ne nous aide pas. Les professeurs compliquent à souhait leurs exposés en prenant soin de ne pas trop structurer, schématiser mais seulement de déployer, en parlant, un français correct et élogieux de précheur de bonne nouvelle, de telle sorte qu'une solution d'équation devien-

ne totalement incompréhensible.

Enfin dans cette atmosphère déprimante on comprend que l'université ait des problèmes. Et c'est de toute cette mentalité d'usine intellectuelle qui est à remettre en cause; elle n'est pas faite pour l'individu qui est toujours forcé de s'effacer en s'intégrant dans l'anonymat de la masse sérieuse. Les étudiants qui crient leur ennui quotidien ne sont pas entendus ni même dévisagés, alors ils restent dans leur coin avec un idéal politique, la drague, ou ils cherchent un peu de compréhension humaine en dehors du campus.

Ah oui la condition de vie de l'étudiant est à revoir mais sur un autre terrain que le programme d'action du mouvement étudiant en cours, du genre: «Nous exigeons des polycopis!»

Car sur le nombre d'étudiants combien savent ce qu'ils sont venus faire en fac, ce qu'ils recherchent?

C'est une masse inerte qui erre en cherchant une place dans cette société, une place qui pourra la faire vivre suffisamment tout en étant tranquille jusqu'à la fin.

Creuser son propre trou dans lequel on s'enterre.

Un an de fac n'est pas inutile. Le spectacle en vaut la peine mais je ne conseillerais à personne d'y aller s'y ronger le cerveau.

En attendant des jours meilleurs on s'ennuie le matin dans le noir après des rayons biréfringents dans des salles en sous-sol ou à compter des mouches pendant quatre heures; et l'après midi ce sont des cours interminables dans des amphis surchauffés, sans fenêtres, éclairés au néon.

Tout cela nous rappelle évidemment que l'on est dans la section : Science de la Nature et de la Vie.....en effet quelle nature et quelle vie!

l'espoir

1 la situation économique et la bourgeoisie:

Les années 1960-1970 ont été marquées par un boom économique pour la bourgeoisie et de nouvelles formes d'exploitation pour les classes laborieuses.

Les facteurs du boom économique sont dûs:

- aux devises laissées par des millions de touristes.
- par l'implantation de nombreuses entreprises étrangères dans le pays et par les investissements d'origine.
- par les devises envoyées par plusieurs centaines de milliers d'émigrés à leurs familles.

Ce boom économique a permis la renaissance des luttes de classes. Les ouvriers voulant profiter du développement pour améliorer leurs conditions de vie et lutter contre les nouvelles formes d'exploitation (cadences, etc...). Ce fut la naissance de structures de lutte autonomes: les commissions ouvrières. Mais peu à peu, l'appareil du parti communiste (et d'autres groupes) allait mettre la main sur cette organisation.

Avec la récession économique, à partir de 1973-1974, la bourgeoisie se trouve divisée pour affronter cette échéance. Au niveau économique, la fraction libérale pense qu'une démocratisation réelle aurait plusieurs avantages:

- intégration avec l'aide de la France au marché commun.
- la reconnaissance de la gauche et des syndicats, permettrait d'encadrer et de calmer la classe ouvrière en dévotant ses luttes.

Cela permettrait également un avènement de «paix sociale» nécessaire à l'intégration européenne et à l'isolement de la fraction fasciste et de liquider les anciennes structures économiques:

-1958: 50% des ouvriers travaillent dans des entreprises de moins de 100 travailleurs.

-1968: 80 % des entreprises emploient 10 ou moins de travailleurs; 18 % des entreprises emploient de 50 à 500 travailleurs. (contre 46% en France et 56% en Grande-Bretagne.).

C'est cette fraction libérale qui a obtenu la dévaluation de la pesetas pour relancer les exportations. Apparemment cette manoeuvre est un échec.

La fraction fasciste de la bourgeoisie cherche à conserver ses avantages et prône l'immobilisme tout au long de l'année 75. Mais elle conserve des bastions très forts dans l'armée, la police et le parti unique.

Quand à l'opposition modérée (carlistes, démocrates chrétiens, PSOE, PSP, PCE etc...), elle a intérêt à accepter le marché que lui propose la fraction libérale de la bourgeoisie. Mais pour cela il faut qu'elle montre qu'elle contrôle la classe ouvrière (UGT pour le PSOE, commissions ouvrières pour le PCE) qu'elle se montre patiente, compréhensive, prudente en un mot, responsable.

RESPONSABLE: vous avez gagné monsieur!

Les réformistes se méfient de la classe ouvrière: ne pas faire peur aux classes moyennes, ne pas faire peur aux éléments franquistes modérés et à l'armée, calmer le zèle révolutionnaire des ouvriers.

La réaction des travailleurs.

Mais la classe ouvrière ne peut attendre d'hypothétiques réformes, ni d'hypothétiques prises de pouvoir par l'opposition modérée et être sage en attendant. Ses conditions de travail,

son cadre de vie, se détériorent sans cesse. L'inflation, le chômage sont là. L'aspiration à une vie libérée de toutes contraintes est plus forte que les calculs de la bourgeoisie «libérale» ou de l'opposition modérée. Elle sait qu'il faut lutter pied à pied et conquérir la liberté.

Elle n'a pas le temps d'attendre que messieurs les politiciens de l'opposition arrivent au pouvoir. Ce dernier tombant dans leur bras comme un fruit pourri de l'arbre du franquisme. Cette classe ouvrière est jeune d'espérance et d'audace, elle n'a pas la peur de ceux qui ont vécu les années terribles de 1939-1950.

3 Le mouvement social et le phénix renaissant de ses cendres: La C.N.T.

Dans ces conditions la CNT devient un point de référence pour les secteurs les plus conscients et les plus avancés du mouvement ouvrier. La CNT commence à exercer une attraction au sein de ce mouvement qui est non seulement due à sa propre histoire (qui est strictement liée à celle du prolétariat ibérique et à sa propre volonté d'émancipation), mais encore à sa présence militante croissante. Il n'est pas impossible qu'une prochaine convergence des noyaux de la gauche syndicale autogestionnaire, actuellement organisée dans l'USO et même l'UGT et certaines commissions ouvrières autonomes ait lieu dans une CNT reconstruite. L'anarcho-syndicalisme a pour le moment ses points forts chez les travailleurs du bâtiment à Madrid et chez les travailleurs des banques à Barcelone.

La CNT est présente dans toute l'Espagne et dans toutes les branches; le plus important c'est qu'elle est présente dans de nombreuses luttes.

A la mi-février a eu lieu à Madrid un plénum des fédérations régionales qui a réuni 400 délégués du Levant (valencia), Aragon, Madrid, Galice, et Andalousie.

Le 29 février à Barcelone une assemblée confédérale de Catalogne a réuni 700 personnes dont 400 délégués des syndicats et des fédérations locales.

4 La presse et la CNT

De tout ce phénomène la grande presse internationale «indépendante» n'en fait aucun cas attentive à la campagne pro-PCE et promodéré. N'est ce pas le «monde» qui par deux fois l'an passé a publié un tableau contenant toute l'opposition, même les groupes les plus insignifiants comme la OLLA, mais ignorant et méprisant la classe ouvrière espagnole et son histoire par l'oubli....de la CNT, aussi est ce très drôle lire dans ce journal, le 6 mars: ...les formations de gauche s'efforcent de canaliser et de contrôler l'exaspération populaire. Puis plus loin:

ESPAGNE SOIXANTE SEIZE.

A Madrid la grève de la construction a été déclanchée par des groupes indépendants de tendance anarchiste...la CNT, la vieille centrale anarchiste, tout puissante au début de la guerre et que l'on croyait morte surgit des catacombes.....

Notons le ON, l'histoire et le mouvement ouvrier ne surgissent pas des catacombes, mais d'un mouvement social profond qui traverse des dizaines et des dizaines d'années de LUTTES SOCIALES.

Seules la Junte démocratique et la plate forme de convergence démocratique (alliances dans lesquelles se camouflent les PCE,PSOE,démocrates chrétiens et carlistes...) et l'après franquisme adouci (pour eux) de la monarchie Juan-carliste, trouvent une place de choix dans les articles offerts à des dizaines de millions de lecteurs. Sur le terrain syndical les journalistes «démocrates» (et leurs fidèles lecteurs) ne connaissent quasiment que les

commissions ouvrières déjà usées. La doublure de Santiago Carrillo, secrétaire du PCE, Marcelino Camacho a débuté comme star par une campagne de presse effrontée. Dame! Que le régime de Juan Carlos est libéral!

Rappelons nous les articles parus sur les journaux en faveur de la libération des leaders syndicalistes, tandis que des milliers d'autres militants syndicaux et politiques subissent encore de lourdes peines d'emprisonnement et dont les cas n'ont pas été évoqués par le grand effort de propagande du PCE. Ce dernier paie rien qu'à Paris dix préposés aux relations publiques sous l'étiquette de la Junte démocratique; ils ont trouvé un accueil spontané et rapide, non seulement chez leurs sympathisants, mais chez tous ceux qui sont intéressés à un changement en Espagne le plus «ordonné» possible, condition essentielle pour ne pas donner de répit au mouvement de l'opposition ouvrière radicale et révolutionnaire.

Nous reproduisons cidessous trois interviews de camarades espagnols réalisés au cours du mois de janvier.

ENTREVUE AVEC UN COPAIN DE MADRID : LA RECONSTRUCTION DE LA CNT.

Frente libertario: Dans des entrevues avec d'autres copains on nous a dit qu'il y a une présence confédérale dans les luttes actuelles. Nos lecteurs aimeraient avoir quelques exemples. Est ce exact?

E.A.: Très juste. Un exemple clair a été donné, sans discussion possible, au cours de la dernière grève des ouvriers du bâtiment à Madrid en décembre dernier, décidée et organisée par nos camarades en dépit des manipulations politiques.....on pourrait dire que ça a été une grève «colossale» comme disent certains dirigeants politiques, mais disons qu'elle a été pleinement satisfaisante.

Il faut savoir que la plupart des conflits ouvriers de ce côté des pyrénées finissent par des défaites et laissent souvent de lourdes séquelles, car on manque encore de capacité de résistance pour soutenir des luttes de vaste portée. Cette fois il n'y a pas eu de licenciement ni de sanctions disciplinaires et c'est pour ç que notre syndicat reconstruit s'en est bien tiré.

F.L.: Tu as parlé de manipulations politiques, que voulais tu dire exactement?

Hombre!des manipulations il y en a eu de plusieurs sortes, d'abord ce qu'on appelle le «parti des travailleurs espagnols» (ex Bandera roja) qui adhère à la Junte de Carrillo; quand il a su que nous préparions la grève, il a voulu nous prendre de vitesse, il a proclamé la grève une semaine avant, pour démontrer sans doute qu'il était une authentique avant garde. Ce bluff a eu comme résultat un arrêt de travail très limité et 23 licenciement. Les activistes n'avaient même pas prévu de collecte d'argent et ce sont nos copains qui ont du s'occuper même de ça.

F.L.: Les commissions ouvrières sont elles intervenues dans le conflit?

La grève des ouvriers du bâtiment était prévue depuis quelques temps,sans qu'une date soit fixée car, comme tu peux l'imaginer la situation des deux mois précédents n'était pas la plus favorable (mort de Franco); des contacts avaient été pris afin que la grève soit unitaire. Mais si le PTE était pressé d'arriver le premier, les commissions ouvrières au contraire se contenter de se faire traîner. Et en fait le 10, le 11 et le 12 décembre la grève reposa entièrement sur les copains; ce furent eux qui mobilisèrent les travailleurs en courrant'un chantier à l'autre. Après des piquets de grève se constituèrent et tout fonctionna correctement; les travailleurs démontrèrent qu'ils savaient se débrouiller eux mêmes.

F.L.: C'est presque incroyable!

Toi aussi tu es intoxiqué par la lecture du «monde»! Plaisanterie mise à part tout ceci est la stricte vérité. Seulement plusieurs versions trafiquées ont circulé, je ne sais pas à Paris, mais ici nous avons beaucoup rit sur les communiqués et contre communiqués des partis qui essayaient de s'attribuer les mérites de la grève. Le plus ridicule a été un communiqué du MCE (mouvement communiste espagnol,un groupe marxiste léniniste) dans lequel ils annonçaient que 100.000 travailleurs avaient participé à la grève; affirmation absurde, seulement croyable par ceux qui ne connaissent pas le secteur du bâtiment et ses problèmes. La moitié aurait suffit.

Il faut savoir qu'aujourd'hui un grand nombre des 150.000 travailleurs de ce secteur sont au chômage. Il faut penser aux difficultés pour mobiliser les gens. Bien!

F.L.: Dans le secteur du bâtiment de MADRID la reconstruction de la CNT a une bonne base. Et ailleurs?

Dans chaque secteur productif, mieux dans chaque lutte il y a des groupes de syndicalistes révolutionnaires. C'est ce qu'on peut dire pour le moment sur l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est sans doute pas éclatant comme les autres courants syndicaux ou politiques, dans le sens qu'on ne lui fait pas beaucoup de publicité. Sa clandestinité est double, l'une c'est le pouvoir qui nous l'impose, l'autre c'est tous les adversaires, quelle que soit leur couleur, spécialistes de la publicité, et qui sont tous d'accord pour cacher notre existence. Prends par exemple «Cambio 16» une des revues considérée comme progressiste (porte parole officieux du PSE). Bien! Cambio 16 a eu le courage de parler des emprisonnés politiques sans même nommer un seul de nos copains.

Nous n'avons pas oublié cette saloperie dans cette revue qui souvent informe bien mais de façon si sélective qu'elle montre un véritable génie dans l'art de la déformation. *F.L.: laissons les de côté. Parlons plutôt d'autre chose. Quelle place occupe la reconstruction de la CNT dans le développement du courant libertaire révolutionnaire?*

La reconstruction de la CNT, c'est à dire d'une centrale syndicale révolutionnaire qui permette aux travailleurs de participer et de se former à la gestion des problèmes, pas seulement immédiats bien sûr, c'est la tâche que nous jugeons prioritaire, mais pas exclusive. Aujourd'hui les autres contradictions du système sont de plus en plus évidentes et il y a plusieurs tâches. A l'intérieur du monde bourgeois nous cherchons à créer une espèce de contre société qui minerait la société qui meurt et qui rendrait possible son remplacement dans la phase révolutionnaire, cela morceau par morceau, en détruisant le Pouvoir et chaque forme d'oppression pour que les rouages de la production et de la consommation continuent de fonctionner.

F.L.: Un objectif ambitieux mais essentiel; as tu finis?

Je voudrais ajouter quelque chose si tu le permets. Dans notre mouvement général la CNT reconstruite constitue un élément prioritaire, la base de la transformation économique et de la pénétration du culturel dans les rapports économiques.

En même temps nous sommes en train d'élargir notre action et de chercher à contribuer à la prise de conscience des différentes formes d'oppression comme par ex-

emple la soumission de la femme à une société «masculine»: la suppression des pulsions vitales chez les jeunes que l'on soumet à un système de valeurs étranger à eux; la question des groupes nationaux et régionaux qui ne peut être résolue que dans notre conception pluraliste; le désordre écologique qui devient de plus en plus préoccupant; le phénomène de la militarisation de la société et donc celui de l'antimilitarisme.

F.L.: Où trouvez vous la force de vous occuper de temps de choses?

Selon nous, le moment que nous traversons en Espagne peut, doit être le point de départ dans le chemin de l'émancipation et il demande une activité multiforme et un sens global à notre contre-société. Nous aspirons comme libertaires à une société nouvelle et non à un nouveau pouvoir. Pourtant nous devons forger déjà, à l'intérieur de celle dans laquelle nous vivons tous les instruments de cette nouvelle société. Ceci c'est la contre société, qui devra miner et détruire les fondements de l'ancienne pour que naisse la société libertaire. C'est pour cela que nous concevons la stratégie du mouvement libertaire comme un large mouvement reposant sur une base anarcho-syndicaliste où la multiplicité des secteurs d'intervention ne contrediraient pas l'organisation de classe, mais complèterait notre capacité de lutte et notre compréhension des problèmes de la transformation sociale.

(Madrid janvier 1976).

UN ANARCHO-SYNDICALISTE DE SARAGOSSE PARLE: LA RENAISSANCE DE L'AUTONOMIE OUVRIÈRE.

F.L.: Comment vois tu la situation actuelle du mouvement ouvrier?

A.B.: Le mouvement ouvrier est aujourd'hui une inconvenue pour tout le monde, en particulier pour ceux qui pensent seulement à le manipuler, bourgeois et politiciens, avocats et journalistes, tous ceux qui veulent le représenter, dire ce qu'il veut, ce qu'il ne veut pas. Connaître la réalité c'est difficile même pour celui qui fait partie du mouvement ouvrier. On peut avoir une idée de son orientation, des courants qui l'influencent, mais seulement de façon approximative, d'abord parce que son orientation varie à l'intérieur même de chaque secteur organisé, ensuite par ce que des courants qui aujourd'hui paraissent forts peuvent avoir perdu leur influence.

Il faut surtout savoir que 80% des travailleurs qui ont participé aux grèves les plus récentes ne sont pas syndicalisés.

F.L.: Mais alors qu'est qui déclenche les grèves?

Les grèves en Espagne, sauf exception sont des grèves sauvages. Elles naissent à partir de n'importe quelle protestation et elles prennent aussitôt une forme dure car les ouvriers n'ont pas de canaux d'expression. Dans cette situation chaque revendication constitue une affirmation de l'autonomie ouvrière. Evidemment une fois un conflit déclenché les partis cherchent à s'entremettre, mais en général leur rôle reste minime. Leur action militante reste faible et la proportion d'ouvriers «politisés» est de 5 à 10% maximum. En fait les militants politiques ne font que suivre le mouvement.

F.L.: Au bruit que font certaines «avant gardes» nous pensions qu'il y avait une grande politisation sur les lieux de travail!

Si on donne à la politisation non passeulement un sens de parti mais une signification plus large de sensibilité sociale, alors on peut dire que le mouvement ouvrier se politise de plus en plus en exprimant deux grands objectifs essentiels: détruire la camisole de force des syndicats corporatistes; rejeter toutes les formes d'organisation politique qui prétendent les diriger.

F.L.: Quel est le résultat en conclusion?

L'impossibilité d'utiliser les canaux légaux apparaît maintenant comme quelque chose d'évident; l'electoralisme dans les syndicats verticaux avait fait croire à certains qu'en élisant les «meilleurs», les choses changeraient.... Ça ne s'est pas passé comme ça évidemment et au cours des dernières grèves, des métallos à Madrid ou de l'Intelsa les «triomphants» délégués des candidatures «démocratiques» et «unitaires» (C.O.etUSO) ont été blackboulés par les travailleurs qui ont élu à leur place des délégués d'usine dont l'action a été exemplaire. A l'Intelsa par exemple la lutte s'est conclue non seulement par la réouverture de l'usine mais par des améliorations dans les normes pour les maternités. Un autre bel exemple a été la grève du bâtiment à Madrid qui s'est développée complètement en dehors des circuits officiels; à l'inverse les grèves télécommandées, dans les établissements bancaires de Madrid par exemple ont échoué pendant que ceux de Barcelone (où le boycott des élections avait touché 80% du personnel) la lutte s'est beaucoup mieux passée.

Pour ce qui concerne les soi-disantes avant-gardes leur rôle dirigeant est, d'une manière générale, étouffé et remplacé par l'activité syndicaliste-révolutionnaire.

(Janvier 1976)

RENCONTRE AVEC UN MILITANT DE VALENCE.

F.L.: Le report de la légalisation des partis a été pour quelques uns une grande déception, mais pour nous les manoeuvres qui se trament en ce moment autour de la question syndicale nous paraissent beaucoup plus graves. Comment voyez vous les choses?

C.R.: Nous nous heurtons à deux prises de position sur l'affaire syndicale. Celle des tenants actuels du pouvoir, celle de ceux qui espèrent s'intégrer à ce pouvoir. Pour la première il me semble évident que Fraga, tout en étant favorable à la pluralité syndicale ne compte pas sortir du cadre actuel tel qu'il est défini par les «Lois fondamentales» (Constitution phalangiste). Le jeu de Fraga et de ses partisans consiste à séparer patrons et ouvriers, les premiers pouvant librement organiser «leur» lutte de classe, tandis que les autres devraient rester dans le carcan «unitaire» contrôlé, du moins c'est ce qu'ils espèrent, par les fonctionnaires qui au cours des dernières élections ont obtenu les meilleures places.

F.L.: Et que disent les «participationnistes démocrates et unitaires»?

Et bien c'est à eux que je pensais quand je parlais de ceux qui espèrent s'intégrer au pouvoir. Sur le terrain syndical c'est possible qu'on leur concède cette participation et que Camacho se trouve le premier casé. Ensuite on préparerait la nouvelle loi syndicale «sur les associations syndicales» dont Navarro avait parlé et qui est restée au fond d'un tiroir; elle permettrait d'alimenter les discordes dans les noyaux syndicalistes entre ses partisans et ses adversaires, pour ensuite maintenir les divisions dans le mastodonte unitaire. L'objectif c'est qu'aucun secteur politique - et ceci concerne surtout les communistes - ne puisse monopoliser le «potentiel syndical

F.L.: C'est astucieux mais comment cela pourrait se concilier avec les libertés syndicales reconnues par le traité de Rome (marché commun)?

La question européenne et nationale sont deux choses différentes. C'est sûr qu'un certain nombre d'hommes politiques se battent comme nous pour les libertés syndicales et le démantèlement de l'appareil vertical. Pourtant même si en neutralisant les tendances on leur garantit une certaine tranquillité pour qu'il puisse profiter du pouvoir ce n'est pas improbable qu'ils finissent par accepter les manoeuvres de Fraga. En fait la plus forte opposition risque de venir des bureaucrates syndicaux actuels dont la force réside dans le contrôle des Ces messieurs sont des milliers et des milliers et beaucoup d'entre eux jouissent également de fonctions politiques, locales, régionales et nationales. Ils ne se résigneront pas facilement à abandonner leurs fonctions. Toutefois certains commencent à être convaincus que la réforme est inévitable et ils y adhèrent peu à peu en y mettant comme condition le maintien de l'«unité» et de leur privilèges.

F.L. Malgré tous ces intérêts en jeu ne penses tu pas que l'«unité» peut échouer?

Je pense que oui mais il faut pour cela que nous laissons tomber les positions «syndicales» des politiques et que nous changions de discours. Qu'ils parlent d'unité ou de pluralisme ce sont tous des bourgeois.

Notre position c'est de construire une véritable centrale syndicale, de classe, un syndicat révolutionnaire aspirant à l'émancipation des travailleurs, un syndicat de lutte contre le capitalisme et l'Etat, un syndicat élaboré et construit à la base avec une coordination fédérale au niveau national. Notre stratégie en résumé c'est de renfor-

cer et de consolider la CNT comme organisation syndicale révolutionnaire des travailleurs.

F.L.: On croirait entendre les fondateurs de la CNT ou les survivants de la repression d'Anido (gouverneur de Barcelone dans les années 20) ou ceux qui reconstruisirent la CNT après la dictature de Primo de Rivera (1923-1930) As tu des faits pour justifier un pareil optimisme?

Bien sûr! Nos adversaires nous ont enterrés plusieurs fois mais l'anarcho-syndicalisme a toujours été présent dans les luttes. Il serait absurde de prétendre avoir d'hui autant de force que dans le passé. Ce n'est certainement pas le cas. Nous n'avons pas deux millions d'adhérents et il n'est même pas envisageable d'atteindre ces chiffres prochainement. Mais on représente quelque chose: dans tout le pays il y a des camarades et surtout de nouveaux groupes sont apparus qui participent aux luttes. Si on examine les informations authentiques sur les luttes et non celles que les dirigeants qui dirigent font circuler partout on constate que l'anarcho-syndicalisme constitue une force réelle. A partir de 1969 des petits groupes militants se sont peu à peu consolidés, si bien qu'aujourd'hui on peut se définir comme une CNT en voie de reconstruction dans tout le pays. Nous sommes par ailleurs en contact avec différents groupes qui se définissent comme syndicaliste-révolutionnaires, de diverse origine (chrétienne etc...). Il y a bien sûr encore des éléments isolés mais de moins en moins chaque jour. La force de la CNT comme plus généralement celle de la classe ouvrière est encore la grande inconnue, mais dès aujourd'hui nous pouvons affirmer tranquillement que sa réapparition va surprendre beaucoup de gens.

F.L.: Espérons le!



reunion avec des camarades de "frente libertario"

Le 28 février 1976 des camarades de «frente libertario» de passage à Lyon et très bien informés sur ce qui se passe en Espagne nous ont fait un petit exposé au local de la rue Pierre Blanc. Le compte rendu ci-dessous recoupe et nuance de façon différente ce qui est dit dans d'autres articles. Mais nous pensons que plusieurs sons de cloche valent mieux qu'un.

1 Situation au niveau du gouvernement.

L'attitude du gouvernement est double: d'une part libéralisation, d'autre part répression. Elle reflète l'affrontement de deux tendances au sein du gouvernement actuel:

a) les «libéraux» grands bourgeois réformistes pour qui la continuité du régime passe par la libéralisation de façade de l'Etat, permettant l'intégration de l'Espagne au Marché commun; ils détiennent les ministères finance, éducation, affaires étrangères...

b) les «fascistes» (la ligne pure et dure de la phalange) partisans de la ligne dure tiennent les syndicats. C'est le tiraillement entre ces deux lignes qui explique les revirements brutaux du gouvernement. On a constaté une certaine libéralisation politique: les militants du PC PSOE et des commissions ouvrières emprisonnés, ont presque tous été libérés, tandis que les militants des pes d'extrême gauche (trotskystes, maoïstes, léninistes) ainsi que les anarchistes pourissent toujours en taule (une dizaine de libérés seulement). On voit que la libéralisation n'a de sens que pour les partis réformistes intégrables à la société capitaliste espagnole. (les libéraux luttent pour le pluralisme politique).

on note aussi une très sensible libéralisation de la presse, mais récemment la publication de trois livres: «Anarquistas», «Historiade los consejos obreros en Italia» et «Fragmentos de una historia libertaria» parlant soit des anars, soit des conseils ouvriers en Italie, ont été interdits.

La libéralisation n'est pas la même dans toutes les régions (en Catalogne les publications culturelles en Catalan sont nombreuses, ce qui n'est pas évident au pays Basque.)

2 Agitation sociale.

L'Espagne compterait actuellement (début mars) environ 300 000 grévistes: grèves massives à Madrid, en Catalogne, au Levant (Valence), Asturies, provinces basques. Ces grèves sont de deux types: soit uniquement revendicatives, soit nettement politiques. (parfois animées par les anars et la CNT comme la grève du bâtiment à Madrid).

Situation du mouvement libertaire.

Selon le compagnon, le mouvement regroupe de nombreuses personnes. Mais la «qualité» des militants est fort variable. Il existe de nombreux groupes ouvriers, étudiants, anarcho-syndicalistes disséminés dans toute l'Espagne. Mais comme pour toute la gauche et l'extrême gauche on ignore les forces exactes des libertaires et du mouvement ouvrier autonome.

Depuis quelques années on assiste à une remontée du mouvement libertaire. Par exemple, dans les villages d'Aragon, un certain nombre de vieux militants anarchistes cristallisent une espèce de mémoire populaire sur la révolution de 1936.

Le mouvement libertaire actuel.

En 68 et 70, ont coexistés plusieurs type de formations anarchistes: Chez les étudiants, existence de groupes libertaires au sens large. Chez les ouvriers, dès 68, des groupes réunis dans des commissions ouvrières autonomes, se réfèrent à la pratique anarcho-syndicaliste. (les groupes libertaires ont relancé dans ce cadre les discussions sur l'organisation, et de là, nait l'idée de la reconstruction de la CNT).

Par exemple un certain nombre de groupes ouvriers rompent avec les commissions ouvrières et créent les groupes ouvriers autonomes. Cette discussion aboutit en avril 1973, en Catalogne, à la réunion de plusieurs groupes qui élaborent un programme politique dont le premier but est la reconstruction de la CNT. Des revues formation et théoriques sont créés. Le développement en est stoppé par la répression du MIL et des GARI.

Dans le courant de l'année 74, en Andalousie, de nombreux travailleurs et étudiants rompent avec le PC. La CNT bénéficiera de la perte d'influence des réformistes.

A Madrid et Valence, où selon le copain il y aurait un milliers de militants (du moins c'est ce qu'on lui a dit), dont 400 environ dans les syndicats, une tentative de réunion en vue de la reconstruction de la CNT est annulée du fait de la répression après la mort de Franco. Les libertaires et la CNT sont très actifs dans les grèves victorieuses du métro et du bâtiment à Madrid.

Les tentatives de regroupement du mouvement ouvrier sont nombreuses. Le but étant de faire de la CNT le pivot d'une stratégie plus globale visant à reconstruire le mouvement anarchiste dans ses diverses spécificités.

A la suite de ces tentatives de nombreuses revues paraissent, dont l'une «syndicalismo» tire actuellement à environ 28 000 exemplaires.

Le problème syndical.

Le seul syndicat autorisé est le syndicat vertical fasciste (CNS), regroupant patrons et ouvriers. Les «libéraux» du gouvernement tentent de le modifier en séparant les patrons des ouvriers le tout restant soumis à la phalange et à sa bureaucratie.

Les opposants au régime sont divisés face au problème des syndicats: pour l'opposition sage (PC et autres) il faut entrer dans les syndicats verticaux pour les noyauter et en prendre le contrôle comme pour l'intersyndicale au Portugal. Le projet est illusoire lorsqu'on connaît l'importance de l'appareil bureaucratique des syndicats (15 000 personnes) bien décidées à ne rien lâcher de leurs avantages.

Pour l'USO (Chrétiens) l'UGT (PSOE), et la CNT il faut détruire le syndicat fasciste au profit d'un syndicat de classe. On peut remarquer l'extrême combativité de la base de l'USO, le copain pense qu'une unité est possible entre la gauche de l'USO et le courant CNT actuel.

Nous n'avons pas de renseignement sur L'ASO et STV (la vieille organisation basque)

ESPAGNE SOIXANTE SEIZE.

Le mouvement étudiant.

Il est formé de groupes très nombreux et très flous, d'existence souvent éphémère, violemment anti-syndicalistes au départ. Depuis quelques temps son organisation se développe: par exemple à Madrid 19 groupes se sont coordonnés et ont pu ainsi créer une revue. Les discussions à l'intérieur de ces groupes ont permis à 12 d'entre eux d'appuyer la reconstruction de la CNT.

3 Les rapports avec l'extrême gauche.

L'extrême gauche espagnole est très traditionnelle c'est à dire qu'il existe une multitude de groupes tous plus sectaires les uns que les autres.

Elle semble en perte de vitesse actuellement, car il ne s'agit pas d'un mouvement se donnant la possibilité d'une action de masse. Si la CNT se reconstitue en offrant ainsi la possibilité d'une alternative révolutionnaire de masse, ces groupes risquent de passer de vie à trépas. Les alliances sont uniquement ponctuelles et locales: dans les manifs, contre le PCE; en général les rapports avec eux sont très tendus.

Phalange: parti unique franquiste.

PSOE: partisocialiste ouvrier espagnol, créé à la fin du siècle passé.

MIL: mouvement ibérique de libération groupe de Puig Antich et d'Oriol Sole Sugranyes, se réclamant du communisme et de l'anarchie, audissous en 1973.

GARI: groupes d'action révolutionnaire groupes anarchistes clandestins.

CNT: Confédération nationale du travail, centrale anarcho-syndicaliste, fondée en 1911.

FAI: fédération anarchiste ibérique, organisation semi clandestine qui fut crée pour éviter toute déviation de la CNT en 1927.

USO: union syndicale ouvrière, chrétienne au départ autogestionnaire.

UGT: union générale des travailleurs, grande centrale syndicale liée à sa création aux socialistes.

OLLA: organisation de lutte armée, groupe soi disant anarchiste mais manipulée par la police.

SURPRISE, SORPRESA, dans la presse.

Resurge la CNT (la CNT resurgit) titrait la revue «Blanco y negro» du 6 mars 1976. l'article se finissait ainsi: le parti de Santiago Carillo a beaucoup à craindre de cette renaissance qui pourrait bien occasionner des retours à des situations depuis longtemps oubliées.

La hoja Lunes (la feuille du lundi) quotidien madrilène dans son édition du 9 février 1976 écrit:

Personne ne doute plus de l'existence d'un mouvement ouvrier «illégal», des organisations «historiques» comme l'UGT et la CNT (qui avec la STV-solidarité des travailleurs basques- maintiennent l'Alliance Syndicale:UGT-CNT-STV-) et des organisations issues de l'après guerre comme l'USO (Union Syndicale Obrera, partisan d'un socialisme de conseils ouvriers, d'origine chrétienne à l'exemple de la CFDT française) ou comme les commissions ouvrières où on trouve surtout les «carillistes» et ORT (organisation révolutionnaire des travailleurs), encore qu'à certains endroits il existe des commissions d'influence trotskystes, pro-chinoises etc...De plus il y a des groupes autonomes à caractère régional ou local, qui jouent un rôle important. Finalement la Confédération Nationale du Travail (CNT), d'après les informations que nous avons, a formé 12 syndicats à Madrid avec plusieurs milliers d'anciens et de nouveaux adhérents.

Pueblo (Peuple) quotidien des syndicats verticaux (CNS) du 10-2-76:

Nous dirons finalement que la CNT pourrait ressurgir prochainement. Un groupe de ses partisans ont tenu récemment une réunion à Madrid, où l'on constata la prédominance, paraît il, de la base ouvrière sur tous les secteurs, les différentes générations étaient là.

En ce qui concerne l'assemblée confédérale de le quotidien «La hoja del lunes» de Barcelone du premier mars 1976:

Selon nos informations d'hier, a eu lieu une assemblée de la Confédération Nationale du travail - Fédération Régionale de Catalunya - qui a réuni plus de 400 personnes appartenant à divers groupes confédérés existant dans la région. Le propos de la réunion était de réunifier les différentes tendances existant en Catalogne de la CNT pour obtenir une cohérence organique et unitaire à cette organisation, actuellement illégale.

L'ESPAGNE DE JUAN CARLOS: Des lubies du «monde» à celle des gauchistes.

Le franquisme est paraît il mort. Mais qu'est-ce que c'était? Quelques faits pour ne pas parler dans le vide.

Après avoir reçu l'appui de l'Italie et l'Allemagne fascistes, Franco fait un accord avec les alliés (auparavant l'URSS avait fait tout son possible pour empêcher une victoire républicaine, voir les livres de Krivitsky et Jésus Hernandez), en échange son régime est préservé, De Gaulle installant une division française pour empêcher les maquisards espagnols d'entrer en Espagne. Donc le franquisme, c'est aussi la politiques des Alliés.

Après un blocus économique et politique, la frontière hispano-française est rouverte par Mendes-France le 10 février 1948, donc le franquisme, c'est aussi la tactique du parti socialiste français.

Après les accords militaires hispano-nord américains de septembre 1953, en mars 1954 on remarque le rapatriement en Espagne des prisonniers de la division «Azul»-envoyée par Franco pour aider la wermacht sur le front russe - en URSS, en novembre un accord économique est signé avec la Pologne. Nouveau pas avec l'entrée de

l'Espagne à l'ONU avec les voix des USA et de l'URSS.

Le point culminant est atteint avec la décision du PC espagnol en juin 1956 d'annuler toute action violente pour passer à la «politique de réconciliation». Donc le franquisme, c'est aussi l'aide de l'URSS, des pays de l'est et du PC d'Espagne.

Deux dates fameuses de la collaboration communiste-franquiste: 1962 - envoi de charbon polonais pendant la grève des mineurs asturiens (fait répété les années suivantes) 1963 - exécution de Grimau en avril et deux semaines avant - alors que la sentence était prévisible - en mars, signature du premier accord économique direct hispano-soviétique.

Ainsi les ménagères espagnoles peuvent acheter des conserves des pays de l'Est dans leur super-marché et les ménagères soviétiques et des pays de l'est peuvent trouver de l'huile d'olive, des boites de conserve de sardines espagnoles. Belle victoire du prolétariat!

Dernier élément léniniste, dialectique et scientifique, l'ouverture des relations diplomatiques avec la Chine communiste en janvier 1973, ce qui a bien aidé les militants du FRAP fusillés en septembre 1975! Donc le franquisme c'est aussi une pensée du président Mao tsé-toung.

Il y a cependant les campagnes anti-franquistes orchestrées tant par les partis de gauche que les gouvernements - surtout en Belgique, Hollande - et voici quelques résultats concrets sur le nombre de touristes en Espagne (en millions) 1969: 21,6; 1970: 24,1; 1971 (année de la campagne anti-franquiste faisant suite au procès de Burgos de décembre 1970): 26,7; 1972: 32,5; 1973: 34,5; 1974: plus de 35 (les chiffres sont sérieux, la banque de Conséquence: les campagnes anti-franquistes organisées par les partis sont du bidon, comment en serait-il autrement quand la France est le troisième client de l'Espagne pour les importations et le deuxième pour les exportations, Cuba, la Chine et l'URSS étant loin derrière, en 1973.

La balance commerciale de 1973 démontre que l'Espagne dépend surtout du Marché commun(45%), puis des USA(15%) et des pays communistes 3,5%.

Une lutte efficace contre le franquisme passe par une lutte contre toute exploitation partout puisque tant les travailleurs chinois, soviétiques que belges etc...Participent au renforcement économique de l'Espagne. Ensuite, pour se limiter à la France, au lieu du boycottage débile de produit espagnols, il est plus important que le crédit Lyonnais, Citroen, Michelin, Simca, Renault etc...connaissent au même moment dans leurs usines et entreprises en Espagne et en France des grèves, pour que les travailleurs puissent obtenir véritablement. Sinon ce sera comme en 68 les R4 espagnoles vendues en France que les grèves avaient appauvri le stock français, et 1974, grève à Valladolid Fas- renault et passivité à Renault-france.

C'est en effet uniquement sur le plan social et par les travailleurs espagnols eux mêmes que le franquisme a été combattu ces dernières années. Ne parlons pas des commissions ouvrières - organes spontanées des grèves de 62 qui arrangeaient l'Opus déi à ce moment là - manipulées et noyautées par le PC principalement, où les carlistes en Navarres, les socialistes au Pays basque et les Asturies.

Et puisque j'ai abordé les forces du PC et du PS, je donne rapidement mon point de vue: l'ORTF et le «monde» montent en épingle à grands coups de Niedergang le sérieux, l'organisation de ces partis et la profondeur de l'influence démocratique en Espagne. L'«armée a une tradition de neutralité politique défendue avec passion par le général Diez Alégria» écrivait Niedergang dans le «monde» 6-12-74, il ne peut s'agir d'un lapsus ni d'une annerie, mais bien d'un propos délibéré de servir par le mensonge une tendance technocratique qui peut grouper des forces exploitatrices allant du PC à l'opus déi en passant par les giscardiens. Je ne veux pas dire par là que le PC et le PS sont en réalité des zéros, non. Pour moi la tendance actuelle est que depuis 1970, le PC a perdu au niveau ouvrier et a gagné au niveau des intellectuels en contrôlant la plupart des organes et voix d'information et d'éducation; le PS - réduit à quelques vétérans il y a cinq ans - regroupe maintenant des milliers de travailleurs jeunes et actifs. Comment? Parce que le PS est partisan du marché commun et est anti-communiste. C'est donc une pièce maîtresse du jeu capitaliste espagnol pour se débarrasser du syndicalisme phalangiste et obtenir un syndicalisme de gauche obéissant et obéi, où le PC ne casserait pas les pieds comme en France et au Portugal. Cela explique la visite et la conférence de presse - autorisée par le ministère de l'Intérieur - du premier ministre socialiste suédois avec les leaders du PS de Madrid en avril 1975. Mitterrand était annoncé en visite par la presse espagnole pour une date proche en avril 75. Fe-

lipe Gonzalvez, secrétaire officieux du Ps, officieux - pour parler comme la presse espagnole - donnait ses impressions sur la réunion organisée par Mitterrand en juin 1975 dans «triumfo» de Madrid: «j'ai été un(de ces représentants du PS espagnol) avec le même rang et la même présence que Suarez pour le Portugal et les leaders italiens».

Le FRAP' les anars sont ils la force réelle des travailleurs?

Evidemment pas, pour deux raisons bien simples. D'abord la génération actuelle n'a pas connu directement les forces politiques et syndicales d'avant guerre. Du reste toutes ces forces se sont divisées en fractions qui s'opposent durement parfois, en particulier au niveau communiste, anarchiste et du POUM et des organisations maistes. Il y aurait 350 groupes différents, rien qu'en Catalogne. Pour avoir une idée du commerce et de la prostitution groupusculairesléniniste voir chez Rude Ibérico «El Fraude de las comisiones Obreras» de Sanz oller (en traduction dans «informations recueillies à Lyon») et «la izquierda autoritaria» de Sala et Duran(1970 et 1975).

La seconde raison est le double travail de captation du PC et des catholiques de gauche: leur paternalisme et leur didactisme ont vacciné de nombreux travailleurs conscients contre les sigles et les partis dirigistes. Un élément économique propre au franquisme se greffe là-dessus: les entreprises établissent des conventions économiques collectives renouvelables tous les deux ou trois ans, ce qui entraîne de dures discussions et des liaisons horizontales - pour connaître les avantages obtenus ailleurs - au niveau régional et dans la même branche trielles.

Depuis cinq ans, tout conflit dur suivi d'occupation et de manifestation est réprimé par les tirs de la Garde civile, en l'air en principe:

- 7-70: trois morts dans le bâtiment à Grenade

-12-70: un ouvrier tué au pays basque

-9-71: grève du bâtiment à Madrid, Patino est tué

-11-71: grève de la SEAT à Barcelone, Ruiz Vidal est tué

3-72: grève au Ferrol- ville natale de Franco-, Rey Rodriguez et Niebla Garcia meurent des suites de blessures par balles.

-4 - 73: grève à San Andres de Besos - Barcelone - un tué

- 7 - 74: manifestation à Carmona contre le manque d'eau un tué.

Les travailleurs espagnols ont une formation et une tradition de lutte à partir de groupes sur le lieu de travail D'ailleurs en Catalogne, à Barcelone, il y a eu - ou il y a encore - des groupes autonomes fédérés. Des groupements similaires existent dans plusieurs régions espagnoles qu'il est inutile de citer , par prudence (on ne l'est jamais trop).

Les travailleurs d'Espagne n'ont pas besoin des conseils et de l'expérience de l'étranger. Les partisans de schémas tout fait à la portugaise ou à la française type CGT, CFDT auront pas mal de déboires. Mais ce qui, par contre, manque aux travailleurs espagnols c'est une vision d'ensemble de la lutte contre l'autoritarisme aussi bien sur le plan du lieu de travail que de la consommation et de la famille. Nulle doute que la monarchie avec son mélange de démocratie-chrétienne, de socialisme et de communisme - à l'italienne - donnera aux travailleurs espagnols de nombreux exemples de magouilles qui augmenteront leur combativité.

N'étant pas démocrate, ni sensible à la popularité, je signe:

Israël Ibn Arrafat.

un jour comme les autres à Barcelone

Deux copains de Lyon étaient à Barcelone au milieu du mois de mars, ils rapportent ici ce qu'ils ont vu et entendu.

Santa Coloma de Gramane (banlieue de Barcelone) le 12-3-76.

Nous arrivons à un carrefour, vers le stade de foot-ball vers les 17heures 30.

Un attroupement de gens bloque la circulation aux quatre artères. On nous demande de faire demi-tour, ou bien de laisser notre véhicule pour faire un barrage.

En nous renseignant, nous apprenons que les gens réclament un feu de signalisation, car une école est à proximité et déjà un enfant s'est fait accrocher par un autobus. Une manifestation avait eu lieu la veille et tout le monde remettait cela le lendemain. Le blocage de la circulation dura deux heures environ.

Brusquement, sans sommation, les «gris» (nos charmants CRS, mais bien plus méchants), déboulent au coin d'une rue, en tirant des coups de feu. Comme tout le monde nous n'eumes qu'à courir, en descendant une rue où déjà une petite barricade était en train de se constituer. A notre grande surprise il y avait beaucoup plus de monde qu'au départ. Je tiens à signaler qu'il y avait dans les manifestants une proportion égale de femmes, hommes et enfants de 14 à 8 ans. Au départ les manifestants étaient une trentaine et à la deuxième barricade au moins 150. Les enfants étaient minoritaires à ce moment là mais les plus efficaces pour le ravitaillement de pierres. Les flics avançaient toujours, des voitures étaient au travers de la rue. Les flics prennent les manifestants à revers ce fut un «carnage», nous avons eu la chance d'en réchapper. Ils rentrèrent même dans un café et vidèrent tout le monde à coups de matraques. En fuyant dans la rue on entendait les inactifs sur le pas des portes et les balcons qui traitaient, en sourdine, les flics de «fils de pute».

Dés la deuxième barricade, on peut constater que les slogans avaient totalement changé (autrement dit les feux étaient l'excuse). Par exemple au départ les gens criaient : Des feux pas d'accident - Par la suite: Flics assassins, liberté syndicales, A bas la fausse démocratie!. La lutte dura presque tout le reste de la nuit.

Pour notre part c'est avec beaucoup de difficultés qu'on put rejoindre notre domicile car toute la banlieue était quadrillée et les matraquages continuèrent à tous les coins de rue.

Arrivés chez nos amis on apprend qu'à l'autre bout de la ville (Hospitalet) la CNTN avait organisé une autre manifestation. Lorsque nous arrivons sur les lieux tout est calme mais on pouvait voir que ça avait cogné dur.

Le lendemain on eut la chance vers le soir, après quelques péripéties dues à la clandestinité des gens qui sont en train de réorganiser la CNT en Espagne, de contacter, à notre grande surprise, une cinquantaine de jeunes anarchistes. Notre surprise venait du fait qu'a-

près 40 ans de fascisme et d'activité très restreinte pendant toute cette période de dictature franquiste, il existe encore en Espagne une jeunesse aussi importante de militants anarcho-syndicalistes.

Au contact de tous ces militants on apprit comment se déroulait leur travail et leurs façons de concevoir la lutte en Espagne. Ne nous connaissant que par «procuration» ils nous demandèrent de ne donner aucun nom, ni aucune précision. Ensuite ils nous exposèrent les nouvelles bases de la CNT qui avaient été définies à une assemblée à Barcelone de 700 personnes. Ils nous signalèrent aussi que le nom du syndicat CNT avait été choisi, non pour la tendance anarchiste qu'il représente mais surtout parce que c'est le syndicat le plus révolutionnaire qui a existé avant Franco et celui qui comptait le plus d'adhérents, et par conséquent, le plus apte à rallier les prolétaires sous ses initiales.

Le syndicat CNT aujourd'hui en Espagne part du principe:

-Autogestion de tous les centres industriels, agricoles et commerciaux (banques comprises) ainsi que l'administration.

-Action directe.

-Secondairement défense des revendications.

Depuis 40 ans les anarcho-syndicalistes étaient dans les syndicats verticaux par obligation. C'est à dire que tout travailleur est automatiquement syndiqué, sur le salaire est retenue la cotisation du syndicat. Cela existe encore aujourd'hui. Mais tous ces anarcho-syndicalistes arrivent à s'organiser extérieurement et clandestinement. De plus en plus ils voient venir des jeunes à la CNT.

Nous ces jeunes nous ont demandé de faire part de leur lutte en France. Tout en précisant que cette situation de violence en vue d'une libération du prolétariat, que nous venons de décrire, est particulière à Barcelone. Mais qu'ils savaient de source sûre qu'en Andalousie la CNT commençait à réagir et à s'organiser.

Nous sommes passés devant les facultés de Barcelone, les inscriptions: Autogestion, liberté et les A cerclés recouvrent les murs et les façades. D'après les jeunes anarcho-syndicalistes ce mouvement étudiant est intéressant, ils regrettent seulement certaines de leurs initiatives lorsqu'ils veulent s'occuper des problèmes ouvriers. Ceci s'explique, en Espagne le milieu étudiant n'est composé que de 1 à 2% de fils de prolos, par contre même les fils de riches majoritaires, participent aux luttes, sont pour ainsi dire anarchistes.

Un exemple précis nous a été donné:

A Barcelone dans une usine 200 ouvriers avaient été incarcérés et les étudiants voulant les aider à leur manière volèrent des quinelas (nos tickets de tiercé) pour les vendre et récolter de l'argent. Mais ils avaient marqués sur les tickets des inscriptions qui disaient: Baisez le monde est foutu!

Les militants nous expliquèrent qu'au moment où ces événements se produisirent ils approuvèrent leur acte révolutionnaire (voler les quinelas), mais que les inscriptions ne pouvaient qu'ensevelir en prison un peu plus les personnes incarcérées.

L'anarcho-syndicalisme paraît renaître majoritairement et en dehors de tout parti et dictature politique. Serait ce possible dans les années à venir que l'Espagne montre encore une fois au monde entier ce qu'est une véritable lutte anti-capitaliste en vue de la libération des peuples?

qu'est ce qui se passe en Chine

La mort de Chou En-lai vient de raviver la lutte qui du « Grand bond en avant » à la campagne contre Confucius, en passant par la « Révolution culturelle », n'a pas cessé de secouer régulièrement la Chine populaire.

Cette lutte ne peut pas s'expliquer par le seul goût du pouvoir, même si le grand âge des chefs historiques aiguise l'appétit des « jeunes loups » du parti et de l'Etat. Sans négliger les rivalités personnelles propres aux sphères dirigeantes de toute bureaucratie, les thèmes de la lutte incessante qui agite la société chinoise, ses terrains d'affrontement, sont trop constamment les mêmes pour ne pas renvoyer à l'organisation de cette société, à sa structure de classes.

Les conditions d'apparition de la bureaucratie politique en Chine.

Pour comprendre ce qui se passe en Chine il faut remonter aux débuts de la révolution. L'appareil qui s'est emparé de l'Etat chinois en 1949 est un appareil politico-militaire qui s'est constitué à travers plus de trente ans de guerre civile, dans une lutte acharnée contre toutes les forces politiques et militaires présentes en Chine: les armées et les administrations des seigneurs de la guerre, les armées du Kuo ming-tang, les armées japonaises, les USA, l'Etat russe.... il a triomphé grâce à la mise en place d'une alliance politique avec les masses paysannes, alliance qui lui a permis d'encadrer ces masses, de leur faire produire les soldats, le surplus agricole et manufacturé, l'argent et le soutien dont il avait besoin pour se reproduire et finalement l'emporter sur la scène politique chinoise.

La prise en mains de la totalité de la société chinoise.

Lorsque l'appareil communiste s'empare de l'Etat chinois il trouve dans cet Etat (comme dans tout Etat) une structure analogue à la sienne: un appareil contrôlant politiquement, par la coercition et l'idéologie, une population donnée et disposant, par ce contrôle, du surplus économique, sous la forme de l'impôt.

En s'emparant de l'Etat le PCC peut donc espérer étendre à l'ensemble de la société chinoise les relations politiques et idéologiques qu'il a longuement rodées avec des fractions de cette société pendant les années de guerre civile.

Les choses ne sont pas si faciles cependant.

Au cours de la guerre civile le PCC a toujours contrôlé des secteurs paysans en dehors des villes, le plus souvent marginaux. C'est seulement vers la fin de la guerre qu'il s'est emparé de villes importantes. En s'emparant du pouvoir central l'appareil communiste ne se contente pas d'élargir quantitativement l'ensemble social contrôlé jusque là; il doit brusquement prendre en mains des secteurs qualitativement très différents: l'ensemble des services d'Etat, l'ensemble de l'industrie, du commerce, l'ensemble de l'infrastructure économique et sociale liée à l'Etat (communication, énergie, travaux hydrauliques)

son système d'encadrement social doit s'adapter à des structures urbaines très différentes, à des classes sociales différents énormément des classes paysannes.

Sans entrer dans les détails il suffit de regarder les difficultés que les forces communistes vietnamiennes ont eu non pas à s'emparer militairement de Saïgon, mais à en assurer le contrôle social et la gestion, ou les mesures draconiennes des forces communistes cambodgiennes, détruisant purement et simplement les structures urbaines, pour voir les énormes difficultés que représente, pour un appareil né dans la guérilla, la conquête du pouvoir central.(1)

En Chine comme en URSS à la fin de la guerre civile (nous allons revenir sur les différences et les points communs entre ces deux pays) l'appareil communiste a du tout d'abord composer avec l'ensemble des classes sociales liées aux rouages urbains, industriels et étatiques, il a laissé les entrepreneurs capitalistes gérer leurs usines, il a laissé subsister les échanges commerciaux, il a laissé en place la plupart des services administratifs de l'ancien appareil d'Etat, il a largement fait appel aux « spécialistes » de toute sorte dont il ne pouvait pas se passer au cours des premières années, en se contentant 1) de tenir fermement en mains l'ensemble des moyens coercitifs (armée police...) les grands moyens de propagande (journaux, radios...) 2) de maintenir en place son système de relation avec les paysans, 3) d'encadrer rapidement la classe ouvrière dans les villes.

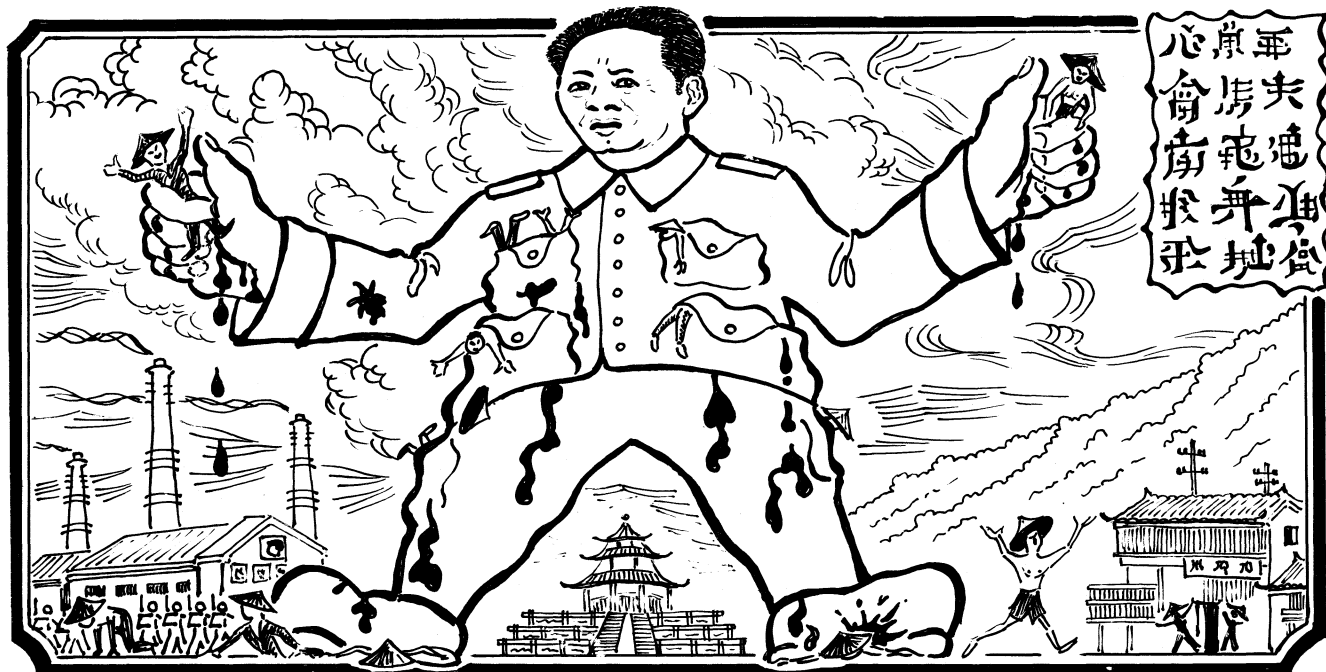
En tenant fermement le double verrou, des moyens coercitifs au sommet, de la mobilisation idéologique des masses à la base, l'appareil communiste a pu se donner le temps, d'apprendre à gérer les secteurs sociaux qu'il ne contrôlait pas jusque là, d'absorber les différents services étatiques, d'intégrer le personnel capable de faire fonctionner ces services, d'éliminer la bourgeoisie industrielle et commerciale et de prendre le contrôle direct de l'économie.

Cette période de prise de contrôle qui s'est étendue tout au cours des années 50 aurait dû normalement se terminer par une prise en mains totale de l'ensemble de la société chinoise, par la mise en place d'une bureaucratie politique s'identifiant à l'Etat et disposant de la totalité des richesses sociales produites par les ouvriers et les paysans chinois.

Ce ne fut pas le cas.

La nécessité de faire face aux puissances capitalistes.

En s'emparant du pouvoir central le PCC ne se heurtait pas seulement à l'énorme difficulté de devoir prendre en mains l'ensemble des activités économiques et sociales nécessaires à la reproduction de la société chinoise. Il ne devait pas seulement détruire les anciennes classes dominantes liées à ces activités, il lui fallait aussi prendre en charge l'existence même de l'Etat chinois sur la scène politique mondiale, assurer cette existence face à la puissance militaire des Etats capitalistes, en particulier celle des USA.



Au fur et à mesure que la bureaucratie politique prenait le contrôle de la totalité des secteurs économiques et sociaux, elle devait, pour résister à la puissance des Etats capitalistes 1) accepter une alliance politique, économique et technologique avec l'URSS 2) accepter de développer rapidement son industrie sur le modèle industriel des grandes puissances capitalistes et laisser ainsi se mettre en place des moyens techniques, des structures économiques et sociales de type capitaliste menaçant, à l'intérieur même de la Chine, son hégémonie.

La lutte incessante qui secoue la société chinoise depuis la fin des années cinquantes peut ainsi s'expliquer par une contradiction fondamentale: la bureaucratie politique l'Etat chinois, doivent pour survivre, pour s'imposer politiquement et militairement sur une scène politique mondiale dominée par le capitalisme, accepter de s'appuyer sur le développement d'une structure économique qui menace perpétuellement son hégémonie au sein de la Chine.

Apparition d'une classe de « gestionnaires ».

Dés la fin des années cinquantes, alors qu'elle n'est pas encore parvenue à démanteler les vieilles classes du régime précédent, la bureaucratie politique chinoise se heurte aux conséquences sociales du développement industriel.

Le développement de la production métallurgique, chimique etc... obéit très largement à une technologie, à une logique économique et sociale de type capitaliste. Les usines qui se créent en Chine exigent un encadrement spécialisé, elles exigent la mise en place dans les écoles les universités, de moyens de formation capable de produire cet encadrement hautement spécialisé. Que le recrutement des ingénieurs, des directeurs d'usine, des comptables etc... fasse appel aux vieilles classes privilégiées disposant déjà d'un niveau culturel élevé est important mais non fondamental. Ce qui est déterminant en fin de compte c'est le développement d'un secteur social essentiel à l'existence de la société chinoise qui exige l'existence de spécialistes y jouant un rôle dirigeant.

Avec le développement de l'économie chinoise dans le cadre d'un système mondial dominé par le capitalisme une nouvelle classe sociale apparaît en Chine, qu'on peut

définir du terme de « gestionnaire » ou de « technocratique » (2). Cette classe en reposant sur une logique économique distincte de la logique politique et idéologique qui fonde la domination étatique, ne peut que souhaiter élargir les conditions de son existence et, se faisant, menacer l'hégémonie de la bureaucratie politique.

La lutte entre les gestionnaires et les politiques: Le grand bond en avant, 1958 - 1960

Dés la fin des années cinquantes la bureaucratie politique prend conscience du danger potentiel que représentent les gestionnaires, les spécialistes de l'économie. Elle comprend qu'il lui faut résoudre en même temps deux problèmes essentiels pour sa survie: - développer rapidement l'économie chinoise; - empêcher que ce développement ne favorise les gestionnaires.

Le « Grand bond en avant » constitue la première tentative pour résoudre en même temps ces deux problèmes. Pendant près de deux ans la bureaucratie politique chinoise va s'efforcer d'organiser le développement économique dans le cadre des rapports qui fondent sa domination, d'une part en mobilisant politiquement et idéologiquement les masses, en éliminant les mécanismes « économistes » (stimulants matériels, éventail des salaires, consommation familiale...) au profit de mécanismes strictement politique (stimulants idéologiques, organisations de masses, « communes » etc...); d'autre part en s'efforçant de limiter le développement des secteurs sociaux urbains, en s'efforçant d'intégrer le développement industriel dans le cadre des campagnes, là où son emprise politique est la mieux établie.

Très rapidement cette « politique économique » conduit la Chine au bord de la catastrophe. Si la mobilisation intensive des masses permet de réussir sur le terrain traditionnel en Chine, des grands travaux liés à la production agricole (barrages, canaux, digues, électrification...) elle provoque très vite la résistance, tout aussi traditionnelle, des masses paysannes. Elle aboutit surtout à un échec total du développement industriel.

L'implantation de petites unités de production dans les villages n'aboutit qu'à un énorme gaspillage de matières premières, de moyens de production, de moyens de trans-

port...et dès 1960 la bureaucratie politique, pour éviter l'effondrement de l'économie chinoise et de graves troubles sociaux, doit elle même battre en retraite, laisser les gestionnaires (qui n'ont suivi que contraints et forcés) remettre de l'ordre dans l'organisation économique, dire leur mot dans la direction de l'Etat et prendre la direction du développement industriel sur la base plus classique des normes de rentabilité et d'efficacité qu'impose le système capitaliste mondial. Le premier round entre les gestionnaires et la bureaucratie politique se termine ainsi par une sorte de match nul face aux contraintes économiques. Si en effet la classe politique doit céder le terrain qu'elle avait tenté de conquérir elle conserve l'essentiel des leviers du pouvoir d'Etat.

De 1960 à 1965

Le développement industriel s'opère dans le cadre des villes sur la base de mécanismes de gestion économistes. Les universités et écoles forment les différents spécialistes nécessaires, la classe ouvrière voit ses salaires augmenter dans le cadre d'une « stimulation matérielle » au travail (primes au rendement etc....).

C'est au cours de cette période que Teng Hsia-ping est sensé prononcer sa formule célèbre « *qu'importe qu'un chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape les souris* » ; qu'importe que l'idéologie et la politique s'arrêtent à la porte des usines pourvu que celles ci produisent suffisamment pour que les russes soient priés de rentrer chez eux et pour que la Chine puisse produire l'équipement militaire dont elle a besoin face à l'énorme pression américaine au Viet nam. (4) La bureaucratie politique a du céder du terrain, mais elle ne désespère pas de contre attaquer dès que ce sera possible, dès qu'elle aura élaboré une nouvelle stratégie. La période d'attente va durer jusqu'en 1966.

La révolution culturelle: 1966 - 1970 .

De son échec du «grand bond en avant » la bureaucratie politique a tiré deux grandes leçons: La première c'est que la construction d'une industrie «compétitive » sur la scène politique mondiale, exige un développement urbain, dans le cadre de vastes complexes industriels regroupant l'essentiel des moyens de production et les milliers d'ouvriers nécessaires à leur mise en oeuvre. La seconde c'est qu'il n'est pas possible d'imposer la domination des relations politiques et idéologiques dans le procès de production, de bâtir le développement économique sur ces relations, sans préalablement engager la lutte contre les gestionnaires de l'économie.

Le génie de Mao Tsé toung (si on peut dire) et de l'équipe qui va lancer la révolution culturelle c'est d'avoir vu comment ces deux problèmes - la nécessité d'accepter le développement d'un secteur urbain - la nécessité de réduire techniquement le rôle des gestionnaires , pouvaient être résolus d'un seul coup.

La mise en place de vastes ensembles industriels, fonctionnant sur le modèle capitaliste, ne se contente pas en effet de donner à une classe technocratique un rôle essentiel dans la gestion de l'économie, elle donne également naissance à une classe ouvrière nombreuse qui doit vendre sa force de travail et subir l'exploitation (comme dans tout rapport de production capitaliste) pour que le capital puisse s'accumuler et donner à la Chine une puissance économique comparable à celle des grands pays qui l'entourent.

Cette exploitation de la classe ouvrière dans le cadre d'une accumulation de capital mise en oeuvre par les ges-

tionnaires, provoque entre les ouvriers et ces derniers une lutte de classes plus ou moins violente qui, comme toute lutte de classe, est d'ordre éminemment politique. Là se trouve la faille où peut jouer la classe politique au pouvoir. La production sous le contrôle des gestionnaires ne se contente pas d'obéir à des mécanismes économiques, elle provoque une contradiction entre les ouvriers et la classe technocratique qui relève, elle, directement des rapports politiques.

Le calcul de la bureaucratie politique est alors très simple et très ambitieux à la fois: puisqu'il n'est pas possible d'assurer le développement industriel dans le cadre des rapports sociaux ruraux pourquoi ne pas s'appuyer sur les rapports politiques nouveaux nés de ce développement, dans le cadre urbain, pour 1) réduire sinon éliminer les gestionnaires 2) imposer à l'intérieur même des usines et de la production la prédominance des rapports politiques et idéologiques?

En retirant la protection externe de l'Etat aux gestion-

naires, en laissant les ouvriers lutter contre eux la bureaucratie politique espère faire d'une pierre deux coups: éliminer l'importance sociale des gestionnaires; profiter de la mobilisation politique des masses ouvrières pour en prendre le contrôle dans le cadre des rapports étatiques et imposer ainsi, au coeur même des usines, ce qui fonde sa domination.

Au terme de l'opération le développement industriel doit cesser de s'opérer sur la base capitaliste du «profit» des stimulants matériels, de la consommation familiale, et obéir à la logique des stimulants idéologiques, politiques, bref étatiques.

Le calcul était ambitieux mais l'opération devait très vite tourner court; très grossièrement on peut dire que les ouvriers invités expressément par la classe politique à s'attaquer aux gestionnaires ne se sont pas contentés de cette attaque, mais en quelques jours ont remis en cause l'ensemble des rapports sociaux de la Chine, la domination des gestionnaires sans doute mais aussi la domination de la classe politique et de l'Etat lui même. (pour un peu plus de détails cf l'article « la lutte des ouvriers chinois pendant la révolution culturelle » dans le numéro 4 du journal).

Rapidement la bureaucratie politique dut faire marche arrière pour ne pas être balayée dans la tourmente. Elle dut en quelques jours passer une alliance avec les gestionnaires ses ennemis d'hier pour faire face à la classe ouvrière; mais c'est seulement au prix de quatre ans de troubles à tous les échelons de la société chinoise que l'ordre parviendra à être rétabli. En jouant les apprentis sorciers la bureaucratie politique venait de découvrir qu'elle n'avait pas seulement à craindre les gestionnaires mais qu'elle devait également faire face à une autre menace, produite elle aussi par le développement industriel la classe ouvrière.

Depuis la révolution culturelle.

L'alliance de fait entre les gestionnaires et la classe politique s'est maintenue tant bien que mal depuis six ans.(5)

Dès 1973 cependant la classe politique relance la lutte dans le cadre d'une vaste campagne idéologique contre Confucius. En dénonçant le confucianisme, en faisant étudier par des groupes d'ouvriers la vieille idéologie légitime du premier empire des Tsin, la bureaucratie politique ne se contente pas de faire de l'histoire, elle vise très exactement les gestionnaires qui ont repris leur place aux leviers de l'économie. Le légisme c'est la tenta-

tive du premier Etat centralisé en Chine d'intervenir massivement dans toutes les activités de la société pour y imposer directement son contrôle et ses intérêts. Le confucianisme c'est, à travers le culte des rites et des traditions la résistance des élites, des classes privilégiées traditionnelles à cette intervention de l'Etat. Au delà des survivances du passé il s'agit bien pour l'Etat chinois de 1973 d'empêcher que l'ensemble des mécanismes de production et de consommation, liés au développement industriel échappent à son emprise, deviennent la chasse gardée des gestionnaires d'usines, des spécialistes de l'économie.(6)

Depuis six ans la bureaucratie politique n'a donc pas renoncé à reprendre la lutte. Mais, vu d'ici, tous se passe comme si elle n'osait pas engager franchement le combat. Les campagnes qui périodiquement attaquent les « révisionnistes », les « partisans de la ligne bourgeoise » les « éléments bourgeois infiltrés dans le parti », sont étroitement limitées aux universités, la campagne contre Confucius s'est étendue aux usines mais dans un cadre strictement idéologique et surtout sous le contrôle étroit du parti.

Six ans après avoir vu les masses ouvrières commencer de se dresser contre la domination étatique elle-même, la classe politique n'est pas parvenue à élaborer une nouvelle stratégie elle n'est pas parvenue à résoudre la nouvelle contradiction qui est apparue au cours de la révolution culturelle:

mobiliser les masses pour s'opposer à la force croissante des gestionnaires; empêcher que cette mobilisation ne débouche sur une remise en cause de la domination étatique elle-même.

La mort de Chou en-lai en ébranlant le fragile échafaudage de l'alliance entre gestionnaires et politiques, vient de précipiter les choses. La bureaucratie politique se retrouve acculée à un choix inéluctable: ou bien elle accepte de consolider son alliance avec les gestionnaires mais il lui faut alors leur laisser le champ libre sur le terrain économique, lui donner un droit de regard dans la direction de l'Etat et accepter ainsi la mise en place d'une alliance durable qui, à long terme, risque de remettre en cause son hégémonie sur la société. Ou bien elle reprend la lutte par masses interposées, en courant de nouveau le risque de voir son pouvoir directement menacé.

Au moment où ce texte est écrit ce choix ne semble pas être encore tranché. Si la classe politique semble décidée à s'opposer au renforcement des technocrates dans l'industrie et dans les appareils d'Etat, elle ne semble pas le faire pour autant à déclancher contre eux des troubles aussi graves que ceux de 1967. Les grèves d'Hangchow et de Shangai l'été dernier, qui ont exigées l'envoi de l'armée dans les usines, viennent justement de lui rappeler que les ouvriers ne manqueront pas une nouvelle occasion pour faire savoir où sont leurs propres intérêts.

En guise de conclusion: petite parenthèse sur la situation en URSS par rapport à la Chine.

Très schématiquement on peut dire qu'en URSS la bureaucratie politique a établi une alliance durable avec la classe des gestionnaires, alliance dans la quelle elle s'efforce avec succès de maintenir son hégémonie. Dans ce pays la classe politique tout en tenant fermement en mains les instruments du pouvoir (armée, police, propagande...) tout en interdisant aux gestionnaires de s'autonomiser trop fortement, tout en contrôlant le développement économique pour l'empêcher de remettre en cause sa domination sur la société, laisse cependant à la classe gestionnaires bénéficier de nombreux privilèges. L'associe à la direction de l'Etat et surtout lui laisse un

rôle de direction dans de très large secteurs d'activité, principalement dans le domaine économique.

Tout se passe comme si en URSS l'Etat avait admis qu'une partie des relations sociales de la société civile devait fonctionner de façon autonome. Le fonctionnement des usines, des services de recherche, l'accroissement de la production, obéissent à des mécanismes qui ne diffèrent pas fondamentalement du système capitaliste, qui reposent sur un encadrement hautement spécialisé et socialement très différencié. De la même façon la famille assure de façon autonome les principaux maillons de la consommation.

Cette autonomie est relative, l'Etat est sans cesse présent, de façon externe par le plan, par un contrôle policier et administratif omni-présent, de façon interne également par le parti qui est toujours soigneusement maintenu en activité et qui constitue le pilier principal de la classe politique. Mais globalement on peut dire que l'Etat russe laisse de larges secteurs sociaux échapper à son contrôle direct, se reproduire suivant leur logique en se contentant de tenir en mains toutes les articulations stratégiques.

C'est ce à quoi se refuse la bureaucratie politique chinoise qui prétend, elle, contrôler directement, de façon interne, en fonction d'une logique politique et idéologique l'ensemble des activités sociales.

Les différences entre la Chine et l'URSS conduisent à se poser deux grandes questions: 1) comment expliquer historiquement ces différences? 2) comment expliquer que la bureaucratie politique chinoise refuse de s'allier comme sa collègue russe avec la classe technocratique? Car en URSS, apparemment cette alliance n'empêche pas la bureaucratie politique de tenir fermement les rênes du pouvoir.

Pour ne pas allonger indéfiniment un article déjà très long, on essaiera de répondre à ces questions (dont l'importance n'échappera à personne) dans un autre numéro.

(1) Le peu d'informations que nous avons sur ce qui se passe au Cambodge confirme cette volonté de l'appareil communiste de détruire les structures urbaines elles-mêmes pour ne laisser subsister que le système de relations mis en place avec la paysannerie pendant la guerre civile. Le fait frappant c'est que l'Etat cambodgien, en faisant table rase du développement urbain, en mobilisant militairement la population pour la construction des canaux et des digues et pour la culture du riz, en divisant la population en groupe de dix familles etc... met exactement ses pas dans les traces des grands empires qui se sont succédés dans cette région du monde depuis deux millénaires. Cette politique radicale de la bureaucratie politique kmer s'explique 1) par le très faible développement de ce pays qui est essentiellement agricole; 2) par la conjoncture internationale qui laisse une grande autonomie à l'Etat cambodgien.

(2) sur la distinction entre bureaucratie politique et technocratie dans les pays socialistes cf l'étude très intéressante de Serge Mallet, paru dans «l'homme et la société» N° 10 4^{ème} trimestre 1968.

(4) Le nationalisme d'une part, la capacité pour l'Etat chinois de s'affirmer effectivement sur la scène politique mondiale d'autre part ne sont pas les armes exclusives de la bureaucratie d'Etat. Les gestionnaires peuvent s'en servir, en montrant comment ses méthodes de gestion économique ont permis de se passer de l'«aide russe» et de répondre aux besoins militaires

(5) le dialogue entre Nixon et l'interprète qui lui traduit les dazibaos de l'université de Tsinghua de Pékin résume bien le fond de la lutte qui agite la Chine depuis 20 ans.

-L'interprète: «ils disent qu'il ne faut pas avoir peur de mettre la technologie au poste de commandement»

-Nixon: «qui dit cela?»

-L'interprète: «les partisans du capitalisme»

-Nixon: «qui n'y comprend rien» «Ah ils sont pour la technologie?»

-L'interprète: «nous ne sommes pas contre la technologie mais nous insistons pour que la politique soit au poste de commandement» (Le Monde 26-2-76).

Ainsi, nous habitons le vieil arbre social, que l'on s'efforce à croire bien vivant, tandis que le moindre souffle l'anéantira et en dispersera les cendres.

Nul être n'échappe aux transformations qui, au bout de quelques années, l'ont changé jusqu'à la dernière parcelle. Puis vient la révolution qui secoue tout cela dans ses tempêtes, c'est là que nous en sommes! Les êtres, les races et, dans ces deux parties de l'humanité: l'homme et la femme, qui devraient marcher la main dans la main et dont l'antagonisme durera tant que le plus fort commandera ou croira commander à l'autre, réduite aux russes, à la domination occulte qui sont les armes des esclaves. Partout la lutte est engagée. Si l'égalité entre les deux sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine. En attendant, la femme est toujours, comme le disait le vieux Molière, le potage de l'homme. Le sexe fort descend jusqu'à flatter l'autre en le qualifiant de beau sexe. Il y a fichtre longtemps que nous avons fait justice de cette force là, et nous sommes pas mal de révoltées, prenant tout simplement notre place à la lutte, sans la demander. Vous parlementez jusqu'à la fin du monde!

Pour ma part, camarades, je n'ai pas voulu être le potage de l'homme, et je m'en suis allée à travers la vie, avec la ville multitude, sans donner d'esclaves aux Césars.

Elle aussi, la vile multitude, on la flatte à ses heures, on l'appelle le peuple-roi.

Disons quelques vérités aux fortes parties du genre humains, nous ne pourrions jamais trop en dire.

Et d'abord, parlons en de cette force, faite de nos lachetés: elle est beaucoup moins grande qu'elle ne paraît.

Si le diable existait, il saurait que si l'homme règne, menant grand tapage, c'est la femme qui gouverne à petit bruit. Mais tout ce qui se fait dans l'ombre ne vaut rien; ce pouvoir mystérieux, une fois transformé en égalité, les petites vanités mesquines et les grandes tromperies disparaîtront; alors il n'y aura plus ni la brutalité du maître, ni la perfidie de l'esclave.

Ce culte de la force reporte aux temps des cavernes; il est général chez les sauvages, comme chez les premiers peuples du monde.

.....

Est ce que ce n'est pas la même chose partout? Est ce que la vanité bête de la force ne pose pas au nombre des arguments à l'infériorité des femmes que la maternité ou d'autres circonstances les généraient pour combattre?

Avec cela qu'on va toujours être assez bêtes pour s'égorger? Et du reste les femmes, quand la chose vaut la peine de se battre, n'y sont pas les dernières; le vieux levain de la révolte qui est au fond du coeur de toutes fermente vite quand le combat ouvre des routes plus larges, ou cela sent moins le charnier et la crasse des bêtises humaines. Elles sont dégouttées, les femmes! Les vilénies leur font lever le coeur.

.....

Et si elles allaient vouloir gouverner! Soyez tranquilles! Nous ne sommes pas assez sottes pour cela! Ce serait faire durer l'autorité; gardez là afin qu'elle finisse plus vite!

Helas! Ce «plus vite» là sera encore long. Est ce que la bêtise humaine ne jette pas sur nous tous les vieux préjugés?

Soyez tranquilles: Il y en a encore pour longtemps. Mais ce n'est toujours pas vous qui arrêterez le raz de marée

LOUISE MICHEL memoires

ni qui empêchez les idées de flotter, pareilles à des bannières, devant les foules. Jamais je n'ai compris qu'il y eut un sexe pour lequel on chercha à atrophier l'intelligence comme s'il y en avait trop dans la race. Les filles élevées dans la niaiserie sont désarmées tout exprès pour être mieux trompées: C'est cela qu'on veut.

C'est absolument comme si on vous jetait à l'eau après vous avoir défendu d'apprendre à nager, ou même lié les membres.

Sous prétexte de conserver l'innocence d'une jeune fille, on la laisse rêver, dans une ignorance profonde, à des choses qui ne lui feraient nulle impression si elles lui étaient connues par de simples questions de botanique ou d'histoire naturelle.

Mille fois plus innocente elle serait alors, car elle passerait calme à travers mille chose qui la trouble: Tout ce qui est une question de science ou de nature ne trouble pas les sens.

Ets-ce qu'un cadavre émeut ceux qui ont l'habitude de l'amphithéâtre?

Que la nature apparaissent vivante ou morte, elle ne fait pas rougir. Le mystère est détruit, le cadavre est offert au scalpel. (*Quand même Louise t'exagère!*)

La nature et la science sont propres, les voiles qu'on leur jette ne le sont pas. Ces feuilles de vigne tombées des pampres du vieux Silène ne font que souligner tout ce qui passerait inaperçu.

Les anglais font des races d'animaux pour la boucherie: les gens civilisés préparent les jeunes filles pour être trompées, ensuite ils leur en font un crime et un presque honneur au séducteur. Quel scandale quand il se trouve de mauvaises têtes dans le troupeau! Où en serait-on si les agneaux ne voulaient plus être égorgés?

Il est probable qu'on les égorgerait tout de même, qu'ils tendent ou non le cou. Qu'importe! Il est préférable de ne pas le tendre.

Quelque fois les agneaux se changent en lionnes, en tigresses, en pieuvres. C'est bien fait! il ne fallait pas séparer la caste des femmes de l'humanité. Est ce qu'il n'y a pas des marchés où l'on vend, dans la rue, aux étalages des belles filles du peuple, tandis que les filles des riches sont vendues pour leur dot?

Et le salaire des femmes? Parlons en un peu; c'est tout simplement un leurre, puisqu'étant illusoire, c'est pire que de ne pas exister.

Pourquoi tant de femmes ne travaillent elles pas? Il y a deux raisons: Les unes ne trouvent pas de travail; les autres aiment mieux crever de faim, dans un trou si elle peuvent, au coin d'une borne ou d'une route si elles n'ont plus d'abri, que de faire un travail qui leur rapporte tout juste le fil qu'elles y mettent, mais rapporte beaucoup à l'entrepreneur. Il y en a qui tiennent à la vie. Alors poussées par la faim, le froid, la misère, attirées par drôles ou drolesses qui vivent de ça - il y a des vers dans toutes les pourritures - les malheureuses se laissent enrégimenter dans l'armée lugubre qui traîne de Saint-Lazare à la morgue.

Tenez, quand une misérable qui barbote dans la fange prend dans la poche d'un panton, comme elles disent plus qu'il ne lui donne, tant mieux! Pourquoi y allait il? S'il n'y avait pas tant d'acheteurs on ne trafiquerait pas sur cette marchandise.

Et quand une honnête femme, calomnié ou poursuivie tue le dôle qui la pourchasse, bravo! Elle débarasse les autres d'un danger, elles les venge; il n'y en a pas assez qui prennent ce parti là.

Si les femmes, ces maudites, qui même suivant Proudhon ne peuvent être que ménagère ou courtisanes - elles ne seront pas autre chose dans le vieux monde - sont fatales souvent, à qui la faute? Et qui a, pour son plaisir, développé leur coquetterie et tous les autres vices agréables aux hommes? Une sélection s'est faite de ces vices-là à travers les temps. Celà ne pouvait pas être autrement.

Ce sont des armes maintenant, armes d'esclaves, muettes et terribles; il ne fallait pas les mettre entre leurs mains! C'est bien fait!

Partout l'homme souffre dans la société maudite; mais nulle douleur n'est comparable à celle de la femme. Dans la rue, elle est une marchandise. Dans les couvents où elle se cache comme dans une tombe, l'ignorance l'étré, les réglemens la prennent dans leur engrenage, broyant son coeur et son cerveau.

Dans le monde, elle ploie le dégoût; dans son ménage le

fardeau l'écrase; l'homme tient à ce qu'elle reste ainsi pour être sûr qu'elle n'empiettera ni sur ses fonctions, ni sur ses titres.

Rassurez vous encore, messieurs, nous n'avons nulle besoin du titre pour prendre vos fonctions quand il nous plait!

Vos titres? Ah bah! Nous n'aimons pas les guenilles; faites en ce que vous voudrez; c'est trop rapiécé, trop étri-qué pour nous.

Ce que nous voulons, c'est la science et la liberté.

Vos titres? Le temps n'est pas loin où vous viendrez nous les offrir, pour essayer par ce partage de les retaper un peu. Gardez ces défroques, nous n'en voulons pas. Nos droits nous les avons. Ne sommes nous pas près de vous pour combattre le grand combat, la lutte suprême? Est-ce que vous oserez faire une part pour les droits des femmes, quand hommes et femmes auront conquis les droits de l'Humanité?

Ce chapitre n'est point une digression. Femme, j'ai le droit de parler des femmes.

(Mémoires de Louise Michel, Masperro).

Discussion

A PROPOS DU JOURNAL

L'article «Pourquoi se réclamer de quoi que ce soit», paru dans le numéro 9, pose un problème qu'il devient urgent sinon de résoudre, du moins d'aborder dans le fonctionnement et l'orientation du journal.

La parution d'infos Lyon il y a deux ans a coïncidé avec un processus prévisible depuis quelques temps, la reconstitution sur Lyon comme dans les autres villes d'où nous parviennent des informations, de groupes anarchistes, d'un courant spécifiquement anarchiste. Ce phénomène était prévisible; depuis plus de dix ans les grandes idées libertaires ont refait surface dans l'ensemble des luttes actuelles contre le capitalisme. On les retrouve dans le mouvement ouvrier avec le développement de la CFDT et les idées autogestionnaires, dans toutes les remises en cause actuelles, qui de l'antimilitarisme à l'écologie en passant par la sexualité tendent à opposer au fonctionnement du système capitaliste une autre société, une autre vie.

Cette réapparition des idées libertaires dans le mauvais fonctionnement de la société actuelle s'est accompagnée d'une redécouverte importante des acquis théoriques du mouvement anarchiste dans les livres et les journaux.

« La révolution inconnue » de Voline, introuvable il y a dix ans est éditée en livre de poche; tout le monde peut avoir une idée précise de ce que fut vraiment la « guerre d'Espagne »; même le « pere Peinard » de Pouget est maintenant accessible.

Il était inévitable qu'une couche relativement importante d'individus se regroupent sur la base de la tradition anarchiste et que ces regroupements, d'abord très éphémères, très incertains, tendent à se cristalliser en structures permanentes.

Depuis quelques années un véritable courant, informel, spécifiquement anarchiste existe sur Lyon. C'est un mince courant, quelques dizaines d'individus. Si on compte

autours de nous combien sommes nous? 50, 80, 100, plus sans doute? Suffisamment nombreux de toute façon, suffisamment présents dans de nombreux secteurs très différents pour tenir honorablement notre place dans les différents courants d'extrême gauche. Des groupes se forment et si leur vie est généralement très éphémère ils traduisent une tendance à constituer un véritable regroupement; or ce regroupement le journal, le local.....peuvent l'accélérer, le renforcer.

Je voudrais préciser tout de suite ma position: si sur le fond je ne suis pas d'accord avec H., pas d'accord avec son refus de toute « idéologie » (toute idée est idéologique, par définition), pas d'accord pour rejeter dans les poubelles de l'histoire les acquis théoriques et pratiques du mouvement libertaire de ces cent dernières années, je suis par contre d'accord avec lui pour refuser l'envie que nous pourrions avoir de constituer une organisation idéologique, uniquement idéologique, peut être possible actuellement sur Lyon mais qui, du point de vue qui nous intéresse - la transformation de la société - n'offre aucun intérêt, aucun avantage.

L'exemple du bouquin de Maitron.

Comme le montre bien, de façon négative, le bouquin de Maitron « histoire du mouvement anarchiste », le mouvement libertaire, c'est à dire le mouvement social luttant à la fois contre le système capitaliste et contre les rapports autoritaires et étatiques, ne peut pas se réduire à l'existence des « organisations anarchistes », des regroupements organisés spécifiquement anarchistes. Bien au contraire d'une certaine façon on peut dire que la cristallisation du mouvement libertaire dans des organisations anarchistes spécifiques, toujours très minoritaires, est le signe que le mouvement libertaire se porte mal. C'est ce que montre le bouquin de Maitron.

Je ne prendrais qu'un exemple. Maitron à la fin de son livre veut mesurer « l'influence » des anarchistes dans l'histoire sociale française. Il prend, entre autres, deux moments de comparaison: 1913 et 1938; pour l'auteur, comme pour tout le monde, il est clair qu'en 1913 le mouvement libertaire se porte bien: en fait c'est déjà le déclin), de très larges fractions de la classe ouvrière se battent sur des objectifs révolutionnaires dont le contenu est nettement anarchiste: la destruction du capital,

la destruction de l'Etat, la prise en mains directe par les travailleurs de l'ensemble des rouages de la société, sans intermédiaires politiques; les idées libertaires ont une grande audience dans l'intelligentsia de l'époque etc....

En 1938 tout ceci a disparu l'anti-patriotisme, le pacifisme, l'anti-militarisme n'ont plus aucune prise dans une situation internationale où la guerre entre les démocraties et le fascisme est inévitable. La classe ouvrière est en partie acquise aux idées réformistes et ses fractions révolutionnaires sont organisées en vue d'une construction étatique et autoritaire du socialisme.

Pourtant lorsque Maitron essaye de mesurer l'importance de l'anarchisme par le petit bout de la lorgnette des organisations spécifiques il aboutit à des constatations abhorrées. En 1913 on peut estimer à 3000 le nombre des militants anarchistes (chiffre absurde si on considère l'influence de leurs idées dans les luttes sociales). Ils sont toujours 3000 en 1938. En 1913 Maitron compte 70 groupes; en 1938 il y en a 74 représentés au congrès tenu à Paris (sans compter ceux qui n'y sont pas venus). Du point de vue de l'organisation il n'y a pas de différence entre 1913 et 1938; ou plutôt on peut dire qu'en 1938 le mouvement anarchiste est légèrement plus puissant. Et encore Maitron choisit il 1913 un moment où à l'approche de la guerre le caractère libertaire des luttes sociales tend à s'estomper, où la CGT est dirigée par des réformistes. S'il avait choisi les années 1900-1906, la période où l'importance des idées anarchistes est la plus forte il aurait conclu à la quasi inexistance des anarchistes puisque dans cette période ceux ci ne prennent même pas la peine, n'ont pas le temps, de constituer des groupes, de tenir des congrès, car l'essentiel se passe dans les usines, dans les luttes pour la destruction du capitalisme. (Il n'y a pas de congrès anarchiste avant 1913).

En nécrophile du mouvement anarchiste Maitron s'intéresse à lui lorsqu'il cesse d'être une force sociale pour se réfugier dans le simple regroupement idéologique qu'on peut enfin répertorier à côté du Lyon's club et de la Franc-maçonnerie.

L'exemple du livre de Maitron montre une chose, c'est que lorsque les idées libertaires cessent d'être le résultat d'un vaste mouvement social en lutte pour une au-

tre société sans classes exploiteuses et sans oppression, elles tendent à donner naissance à des regroupements spécifiques ultra-minoritaires, isolés, coupés de la masse des gens. La question de l'organisation est alors à l'ordre du jour chez les anarchistes. La plate-forme d'Archinov est le résultat de l'échec du mouvement libertaire en Russie comme de celui qui se dessine nettement en France et en Italie. La FAI espagnole elle même, est le signe que le mouvement ouvrier de ce pays est en train de se transformer et qu'il tend à perdre son caractère libertaire.

Ceci dit je tiens tout de suite à signaler que ce phénomène n'a rien pour moi de «criticable». Ces regroupements spécifiques, pour peu qu'ils ne prétendent pas faire faire la révolution aux autres, servent à «conserver» les idées libertaires, à ne pas perdre les acquis de l'expérience des luttes passées. Et c'est sur ce point entre autres que je me sépare d'H. Le renouveau du mouvement libertaire actuel, s'il s'explique d'abord par une transformation aveugle du capitalisme, doit beaucoup également à l'existence de groupes qui, vivants comme Noir et Rouge ou sclérosés comme la FA, ont permis, comme ils ont pu de ne pas oublier ce qui s'est passé en Russie ou Espagne, ce que ceux qui ont lutté à ces moments là ont dit et écrit.

Si la chance d'une véritable transformation sociale, qui est apparue en Europe depuis quelques années ne devait être que très passagère, si de nouveau nous étions embarqués dans une période sans espoir, sans possibilités, je n'hésiterais pas pour ma part, à rejoindre des groupes spécifiques se contentant de ronéoter, de publier, de faire connaître les acquis théoriques et pratiques du mouvement libertaire, en attendant des jours meilleurs. Mais la question est de savoir quelle est la situation actuelle, ce qu'il est possible de faire. Est ce que le renouveau libertaire des 10 dernières années va trouver des conditions historiques favorables lui permettant de se développer et peut être d'arrêter la logique absurde du capitalisme? Est ce qu'il va disparaître sous les coups de la crise, de la guerre, de la répression? C'est à ces questions qu'il faut essayer de répondre pour pouvoir discuter de l'organisation, de la façon dont il faut que nous nous organisions.

NOUS AVONS RECU OU LU

-Bolletino del centro documentazione anarchica; via Ravenna 3 1052 Torino (Italia)

-CAP: journal du comité d'action des prisonniers; 15 rue des Trois-frères 75018 Paris.

-Frente Libertario: Amador Alvarez 87 rue Patay 75013 Paris.

-Front libertaire des luttes de classes: mensuel de l'ORA 33 rue des Vignolles 75 020 Paris.

-Combat communiste: journal d'une des deux scissions de Lutte Ouvrière en 1975; intéressant; Yves Coleman BP 401 75829 Paris-cedex 17.

-Guerre de classes: journal communiste libertaire sort de temps à autre; G.de C. B.P. 20 37005 Tours.

-Informations et contacts: de Genève, case postal 236 Carouge, 1227 GE (Suisse)

-Journal des luttes de classes: boîte postale 2 Etterbeck 4 1040 Bruxelles; ou de l'anarchisme traditionnel en passant par le communisme libertaire on accède au communisme de l'ultra-gauche triste.

-Lanterne Noire: revue; P.Blachier BP 14 92360 Meudon la Forêt.

-Libero international: CIRA Nippon SIC, CPO box 1065 Kobé, Japan 650-91.

-Luttes de classe, revue du GLAT: René Togny BP 620 09 75421 Paris Cedex 09

-Marge: les voyous de la révolution libertaire. 341 rue des pyrénées 75020 Paris.

-Le monde libertaire: mensuel de la FA 3 rue de Ter-naux 75011 Paris.

-Petit libertaire de Vitry: William Marie 4 rue L.Marchandise G84 94400 Vitry.

-Objection: hebdo des somités de lutte des objecteurs BP 3063 31025 Toulouse cedex.

-Possible: revue mensuelle sur et pour les gosses: il n'y aura plus des enfants et des adultes il y aura nous. Edition oiseau bleu: BP 182 71007 Macon cedex.

-Rivista A: mensuel des gruppi anarchico fédérati : casella postale 32 40 20100 Milano.

-Syndicalismo: Revue indépendante, proche de la CNT mensuelle. Plaza de los Mostenses 1 Madrid 8

-Solidarité ouvrière: anarcho-syndicaliste, clair et facile à lire, mensuel; Toublet BP 31 78210 St Cyr l'Ecole.

-Umanita Nova: hebdo de la FA italienne; 00185 Via dei Taurini 27 Roma (Italia)

-Union ouvrière: pour l'abolition de l'esclavage salarié, autre scission de LO en 1975, mensuel clair, pas chiant et communiste. Union ouvrière BP 26 33034 Bordeaux cedex.

-Stocholm LS: Kammakargatan 47 Ltr III 24 Stockolm (Svede)

-De Vrije Socialist: Pos tbus 1329 Amsterdam (Nederland)

-A Bathala: journal anarcho-syndicaliste, Rua Angelina Vidal 17 2e Esq. Lisboa (Portugal)

SOMMAIRE

Quand les poubelles débordent.....	2
Les nouveaux commerces de Charles Mérieux.....	
Création d'un centre de documentation sur l'anarchisme.....	
DU COTE DE L'ECOLOGIE:	
-Occupation de Crey Malleville.....	
-Les écologistes manifestent.....	
La grève de la faim de Dominique Distler.....	4
En passant.....	
Des copains irlandais en taule.....	
I.P.N. Une imprimerie pas comme les autres.....	6
Les licenciements à Rhône Poulenc.....	7
En fac on s'emmerde.....	8
ESPAGNE SOIXANTE SEIZE:	
-L'espoir?.....	9
-Entrevue avec un copain de Madrid.....	10
-Un anarcho-syndicaliste de Saragosse parle.....	11
-Rencontre avec un militant de Valence.....	12
-Réunion avec des camarades de Frente libertario.....	13
-L'Espagne de Juan Carlos: des lubies du «monde» à celle des gau- chistes.....	14
-Un jour comme les autres à Barcelone.....	16
QU'EST CE QUI SE PASSE EN CHINE?.....	17
LOUISE MICHEL: Mémoires (extraits).....	21
Discussion à propos du journal.....	22
Nous avons reçu.....	23

Dir. de la publication: J.J.Gay.

Permanence du journal tous les mercredi de 18h
à 19h 30 13 rue Pierre Blanc Lyon I.

écrire H.L. B.P. 364 Lyon cdex 1.

IMPRIMERIE PRESSE NOUVELLE.
